



**DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
POUR LA POURSUITE D'EXPLOITATION DE
L'ECOPOLE DE L'ETOILE**

Commune de Septèmes-les-Vallons (13)

1^{ère} partie – Dossier Administratif (DA)

1^{ère} émission : Juillet 2020
Mise à jour : Mai 2021

SOMMAIRE

1.	CONTEXTE	6
1.1	AUTORISATION ACTUELLE	6
1.2	CONTEXTE REGIONAL DES ISDND	6
1.3	PROJET DE POURSUITE D'EXPLOITATION.....	7
2.	PROCEDURE D'AUTORISATION.....	9
3.	CADRE REGLEMENTAIRE.....	10
3.1	DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE	10
3.2	CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES	11
3.3	CLASSEMENT DES ACTIVITES DANS LES RUBRIQUES IED	11
3.4	CLASSEMENT DES ACTIVITES DANS LES RUBRIQUES IOTA	11
3.5	PROJET TECHNIQUE	11
3.6	ETUDE D'IMPACT	12
3.7	ETUDE DE DANGERS	13
4.	STRUCTURE DE LA DAE	14
5.	PRESENTATION DU DEMANDEUR.....	15
5.1	GROUPE VEOLIA.....	15
5.1.1	<i>Veolia en France</i>	<i>15</i>
5.1.2	<i>Veolia recyclage et valorisation des déchets</i>	<i>16</i>
5.2	VALSUD	16
5.2.1	<i>Informations générales.....</i>	<i>16</i>
5.2.2	<i>Capacités financières.....</i>	<i>16</i>
5.2.3	<i>Capacités humaines.....</i>	<i>17</i>
5.2.4	<i>Capacités techniques.....</i>	<i>17</i>
5.3	DEMARCHE QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT	18
5.3.1	<i>Certification ISO 9001 et ISO 14001.....</i>	<i>18</i>
5.3.2	<i>Commission de suivi de site.....</i>	<i>18</i>
5.4	ENGAGEMENT POUR LA BIODIVERSITE	19
6.	HISTORIQUE DU SITE	20
7.	ACTIVITES ACTUELLES	25
7.1	SYNTHESE DES ACTIVITES ET INSTALLATIONS ACTUELLES.....	25
7.2	NATURE DES DECHETS ACCEPTES SUR SITE	26
7.3	ORIGINES DES DECHETS ACCEPTES SUR L'ISDND	27
7.4	VOLUMES DES DECHETS ACCEPTES SUR SITE	27
7.4.1	<i>Installation de stockage de déchets non dangereux.....</i>	<i>27</i>
7.4.2	<i>Plateforme de compostage des déchets verts</i>	<i>27</i>
7.4.3	<i>Plateforme de transit, regroupement et tri.....</i>	<i>27</i>
8.	ACTIVITES PROJETEES	29
8.1	EVOLUTION DE LA ZONE DE STOCKAGE	29
8.2	MODERNISATION DE LA DECHETERIE	31
8.3	REMODELAGE DE LA PAM ET MISE AUX NORMES	34
9.	RUBRIQUES ICPE, IED ET IOTA	35
10.	RAYON D'AFFICHAGE ET COMMUNES CONCERNEES	41
11.	LIMITE ICPE.....	43

11.1	LIMITES ACTUELLE ET FUTURE	43
11.2	PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE.....	43
12.	BANDES D'ISOLEMENT	47
12.1	CADRE REGLEMENTAIRE	47
12.2	BANDES D'ISOLEMENT	47
12.2.1	Parcelles	47
12.2.2	Limites des Bandes d'isolement.....	48
12.2.3	Occupation du sol	48
13.	COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRES.....	51
13.1	DOCUMENTS D'URBANISME ET DE SERVITUDES	51
13.1.1	Cas du PLUi de Marseille-Métropole	51
13.1.2	Cas de l'OAP sectorielle du Vallon d'Ol – Les Mayans.....	55
13.2	DOCUMENTS CADRES RELATIFS AUX DECHETS	58
13.3	DOCUMENTS CADRES CONCERNANT LES RISQUES	58
13.4	DOCUMENTS CADRES CONCERNANT L'EAU	59
14.	GARANTIES FINANCIERES	60
14.1	REGLEMENTATION	60
14.2	CAS DES ISDND	60
14.2.1	Cadre réglementaire et méthodologique.....	60
14.2.2	Méthode forfaitaire globalisée	60
14.3	ACTIVITES AUTRES QUE L'ISDND	60

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : ETAT DES LIEUX DES ISDND.....	7
FIGURE 2 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE ET DES ACTEURS ASSOCIES	9
FIGURE 3 : METIERS ET SOLUTIONS DE VEOLIA	15
FIGURE 4 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1981	20
FIGURE 5 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1993	20
FIGURE 6 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1996	21
FIGURE 7 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1999	21
FIGURE 8 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2003	22
FIGURE 9 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2008	22
FIGURE 10 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2011	23
FIGURE 11 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2019	24
FIGURE 12 : MODELE DU CASIER A LA COTE DECHETS 350 M NGF	29
FIGURE 13 : PHASAGE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION DU CASIER EST	30
FIGURE 15 : LOCALISATION DES DEUX CASIERS DE L'ISDND	32
FIGURE 16 : PLAN DE MODERNISATION DE LA DECHETERIE	33
FIGURE 17 : DETERMINATION DU BASSIN VERSANT INTERCEPTE PAR LE SITE (RUBRIQUE IOTA 2.1.5.0)	40
FIGURE 18 : RAYON D'AFFICHAGE DE 3 KM ET COMMUNES CONCERNEES	42
FIGURE 19 : NOUVELLE LIMITE ICPE DU SITE	44
FIGURE 20 : PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE	46
FIGURE 21 : BANDES D'ISOLEMENT	49
FIGURE 22 : OCCUPATION DU SOL ET AFFECTATIONS DES INSTALLATIONS DANS LA BI DES 200 METRES	50
FIGURE 23 : ZONE A2 DU PLUI MODIFIANT LA LIMITE ICPE.....	53
FIGURE 24 : ZONAGE DU PLUI DE MARSEILLE-PROVENCE AU DROIT DU SITE	54
FIGURE 25 : PRINCIPES D'EVOLUTION URBAINE ASSOCIES A L'OAP VALLON D'OL – LES MAYANS	56

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

PHOTOGRAPHIE 1 : VUE AERIENNE DU SITE ET DU MASSIF DE L'ETOILE.....	6
PHOTOGRAPHIE 2 : VUE AERIENNE DES ACTIVITES ET INSTALLATIONS DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE	25

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 : EVOLUTION DES CAPACITES DE STOCKAGE ET DUREE DE VIE DE L'ISDND.....	8
TABEAU 2 : PRINCIPAUX ARTICLES DU CODE DE L'ENV. REGISSANT LA PROCEDURE D'AUTORISATION	10
TABEAU 3 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES	11
TABEAU 4 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE CLASSEMENT DANS LES RUBRIQUES IED	11
TABEAU 5 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE PROJET TECHNIQUE	12
TABEAU 6 : PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT L'ETUDE D'IMPACT	12
TABEAU 7 : PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT L'ETUDE DES DANGERS	13
TABEAU 8 : INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE VALSUD	16
TABEAU 9 : CAPACITES HUMAINES SUR LE SITE DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE.....	17
TABEAU 10 : CAPACITES TECHNIQUES	18
TABEAU 11 : NATURE DES PRINCIPAUX DECHETS ACCEPTES SUR SITE.....	26
TABEAU 12 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES DECHETS ACCEPTES SUR L'ISDND	28
TABEAU 13 : RAPPEL DES ACTIVITES VISEES PAR LE PROJET	29
TABEAU 14 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE ICPE, IED ET IOTA (ETATS ACTUEL ET PROJETE).....	39
TABEAU 15 : COMMUNES ET POPULATIONS LEGALES CONCERNEES PAR LE RAYON D'AFFICHAGE	41
TABEAU 16 : PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE DU SITE	45
TABEAU 17 : PARCELLES CONCERNEES PAR LES BANDES D'ISOLEMENT	47
TABEAU 18 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE SERVITUDES	51
TABEAU 19 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DISPOSITIONS DE L'OAP DU VALLON D'OL – LES MAYANS .	57
TABEAU 20 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES RELATIFS AUX DECHETS	58
TABEAU 21 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES CONCERNANT LES RISQUES	58
TABEAU 22 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRE CONCERNANT L'EAU	59

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

ANNEXE 2 : LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS

ANNEXE 3 : CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE VEOLIA ET DE VALSUD

ANNEXE 4 : MAITRISE FONCIERE

1. CONTEXTE

1.1 AUTORISATION ACTUELLE

L'Ecopôle de l'Etoile sur la commune Septèmes-les-Vallons (13), prenant place sur la parcelle A1390 d'une superficie de **52,7 hectares**, est exploité par la société **VALSUD**, filiale du groupe **VEOLIA**, et régi par l'Arrêté Préfectoral (AP) du 25 septembre 2017 portant prescriptions complémentaires.



PHOTOGRAPHIE 1 : VUE AERIENNE DU SITE ET DU MASSIF DE L'ETOILE

CREDIT : VALSUD, 2019

Cette autorisation concerne une **Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)**, autorisée jusqu'au **1^{er} mars 2022** (réaménagement compris), et son **unité de Valorisation du Biogaz et de Traitement des Lixiviats (VBTL)**, une **déchèterie**, une **ressourcerie**, une **plateforme de compostage de déchets verts** et une **plateforme de transit, regroupement ou tri** de déchets non dangereux et de déchets non inertes. Depuis 2017, le site est également autorisé à exploiter une **installation de déconditionnement de biodéchets**, mais dont l'activité a été suspendue en 2019 et pour laquelle VALSUD ne prévoit pas sa remise en service.

1.2 CONTEXTE REGIONAL DES ISDND

A ce jour, comme l'indique le résumé non technique du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Sud-PACA (page 46) « *les informations transmises par l'Etat dans son avis du 8 août 2018, et prises en compte dans la planification régionale, mettent en exergue la situation exceptionnelle liée au risque de saturation des installations de stockage des déchets non dangereux régionale dès 2019, compte tenu notamment du comblement prématuré de certains sites de stockage. Cette situation nécessite de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les capacités de stockage des déchets ultimes prévues par la planification régionale spécifiquement sur les bassins de vie déficitaires* ».

Ainsi, la région Sud-PACA est donc d'ores et déjà en sous-capacité de stockage des déchets non dangereux.

Dans ce contexte, le bassin de vie Provençal n'est pas épargné. Les capacités d'enfouissement ont récemment été réduites et la situation devrait encore se tendre à court terme avec (cf. Figure 1) :

- La fermeture de l'ISDND du Cannet-des-Maures au cours de l'été 2018,
- La réduction des capacités de l'ISDND des Pennes-Mirabeau Mirabeau effective depuis l'AP du 22 octobre 2019,
- L'arrêt de l'exploitation de l'ISDND de La-Fare-les-Oliviers à l'issue de son autorisation actuelle, dont l'échéance est programmée pour septembre 2022.

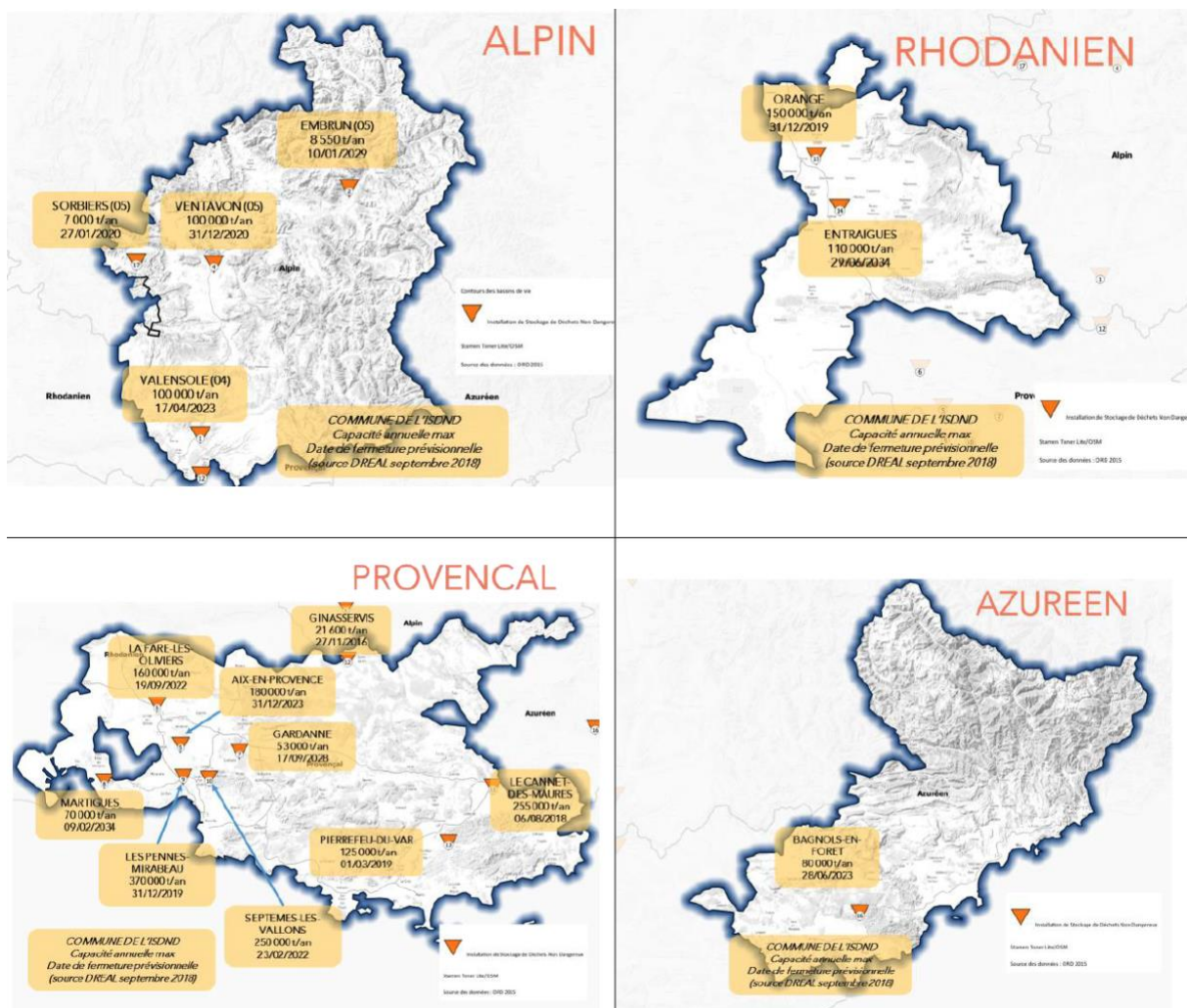


FIGURE 1 : ETAT DES LIEUX DES ISDND

SOURCE : RESUME NON TECHNIQUE DU PRPGD REGION SUD-PACA

1.3 PROJET DE POURSUITE D'EXPLOITATION

Dans ce contexte de tension sur le plan des capacités de traitement, et au regard de la disponibilité de capacité déjà autorisée dans le projet de réaménagement prévu sur l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile (volume utile résiduel évalué au début de l'année 2021 à 2,088 Mm³), **VALSUD souhaite faire évoluer et optimiser les conditions d'exploitation de son installation**, à l'issue de l'échéance de l'AP actuel, soit à compter de mars 2022 avec, pour l'ISDND :

- Une modification de la cote altimétrique maximale autorisée pour le stockage des déchets passant de 340 à 350 m NGF (avant couverture finale) et offrant ainsi une capacité complémentaire d'environ 263 000 tonnes par rapport à la capacité initiale.
- Une diminution progressive des tonnages à partir de 2022 et calée sur les objectifs du PRPGD (cf. Tableau 1).

A noter que ces modifications ne portent que sur le casier Est en cours d'exploitation, le casier Ouest étant déjà comblé et couvert depuis 2009.

AP applicable	Années	Tonnage annuel autorisé		Capacités résiduelles annuelles (avec Ddéchets = 1 T/m3)	
				Début d'année	Fin d'année
				Volume / tonnage brut global	Volume brut global
AP actuel (250 kT/an)	2021	250 000		2 087 500	1 837 500
	2022 (janv-fév)	41 667	Total 2022 :	1 837 500	1 795 833
	2022 (mars-déc)	145 833	187 500	1 795 833	1 650 000
Futur AP (Demande : 175 kT/an jusqu'à fin 2024, puis 100kT/an à partir de janvier 2025)	2023	175 000		1 650 000	1 475 000
	2024	175 000		1 475 000	1 300 000
	2025	100 000		1 300 000	1 200 000
	2026	100 000		1 200 000	1 100 000
	2027	100 000		1 100 000	1 000 000
	2028	100 000		1 000 000	900 000
	2029	100 000		900 000	800 000
	2030	100 000		800 000	700 000
	2031	100 000		700 000	600 000
	2032	100 000		600 000	500 000
	2033	100 000		500 000	400 000
	2034	100 000		400 000	300 000
	2035	100 000		300 000	200 000
	2036	100 000		200 000	100 000
	2037	100 000		100 000	0

TABLEAU 1 : EVOLUTION DES CAPACITES DE STOCKAGE ET DUREE DE VIE DE L'ISDND

SOURCES : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

NB : Les déchets non dangereux utilisés comme matériaux de recouvrement au sens de l'article 33-II de l'arrêté du 15 février 2016 modifié relatif aux ISDND, ne sont pas comptabilisés dans la capacité annuelle de stockage de l'installation présentée dans le tableau ci-avant¹.

Il convient de souligner que ces demandes d'évolutions sont prévues :

- Avec une légère réduction de l'emprise totale autorisée du site (51,4 hectares) afin de tenir compte de la récente évolution du PLUi en partie Nord-Ouest du site (zone à vocation agricole A2).
- Sans augmentation de la surface actuelle de stockage dans le casier en exploitation (18 hectares).
- Sans rehausse du point sommital du réaménagement initialement prévu (355 m NGF).
- Sans modification substantielle des activités liées à la plateforme de compostage des déchets verts, de la plateforme de transit, regroupement et tri, de la déchèterie et de la zone VBTL.

Le présent document constitue le volet n°1 « Dossier Administratif (DA) » de la Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) pour la poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile, au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

¹ Voir également § 103 de la circulaire du 27 avril 2020 relative à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes :

« En application du 1 bis du II de l'article 266 sexies du code des douanes, la taxe ne s'applique pas aux réceptions de déchets dans une installation autorisée, et aux transferts de déchets vers un autre État, lorsqu'ils sont destinés à y faire l'objet d'une valorisation comme matière.

Cette exemption couvre donc toute réception de déchets en vue d'une valorisation matière au sens de la directive 2008/98/CE, comme la préparation en vue du réemploi, le recyclage et le remblayage, ou toute opération de valorisation autre que la valorisation énergétique et le retraitement en matières destinées à servir de combustible ou d'autre moyen de produire de l'énergie. En particulier, l'utilisation de déchets en tant que matériaux de recouvrement dans des installations de stockage de déchets, sans préjudice de la réglementation en vigueur, est couverte par cette exonération (...). »

2. PROCEDURE D'AUTORISATION

Sont soumises au Code de l'Environnement, les installations pouvant « *présenter des dangers ou des inconvénients* soit :

- Pour la commodité du voisinage,
- Pour la santé, la sécurité, la salubrité publique,
- Pour l'agriculture,
- Pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Pour la conservation des sites et des monuments ».

Ces installations doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation, préalablement à leur mise en service et lors de toute extension ou transformation notables. L'autorisation d'exploiter l'installation est donnée sous la forme d'un arrêté préfectoral fixant les dispositions que l'exploitant devra respecter.

Cette autorisation est délivrée par le Préfet après instruction par les services administratifs compétents, avis de l'autorité environnementale, enquête publique et avis des conseils municipaux concernés, puis après avis du COnseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), tel que précisé sur le synoptique de la Figure 2.

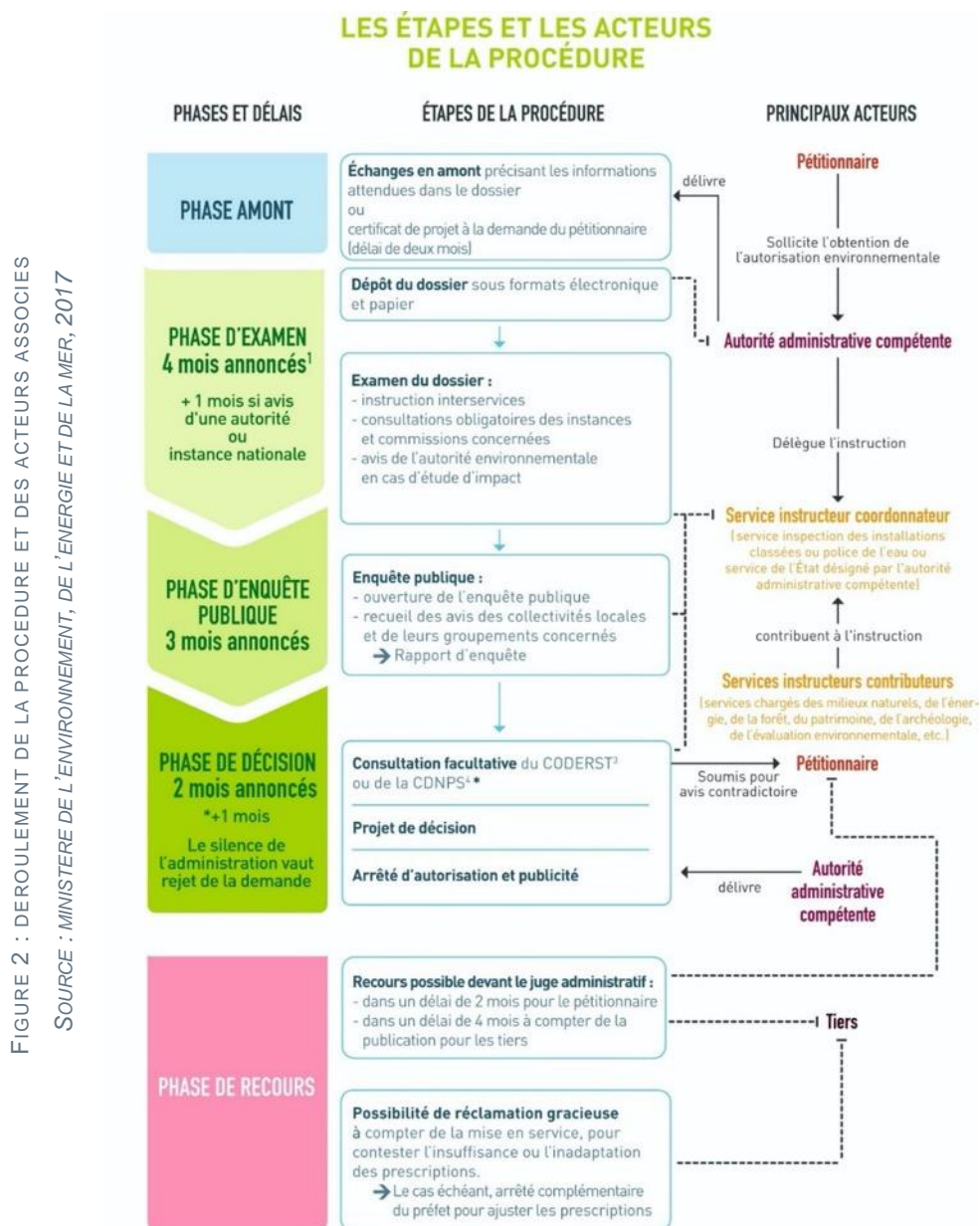


FIGURE 2 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE ET DES ACTEURS ASSOCIES
SOURCE : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE ET DE LA MER, 2017

1. Ces délais peuvent être suspendus, arrêtés ou prorogés : délai suspendu en cas de demande de compléments ; possibilité de rejet de la demande si dossier irrecevable ou incomplet ; possibilité de proroger le délai par avis motivé du préfet. 2. CNPN : Conseil national de la protection de la nature. 3. CODERST : Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. 4. CDNPS : Commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

3. CADRE REGLEMENTAIRE

Désormais, et depuis le 1^{er} mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation des ICPE et à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA) sont fusionnées au sein de l'**Autorisation Environnementale** (AE).

Les objectifs de cette autorisation environnementale unique sont :

- La simplification des procédures sans diminuer le niveau de protection environnementale,
- Une meilleure vision globale de tous les enjeux environnementaux d'un projet,
- Une anticipation, une lisibilité et une stabilité juridique accrues pour le porteur de projet.

3.1 DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

La poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile est soumise au régime de l'Autorisation au titre de la réglementation sur les ICPE. Le développement envisagé de l'activité nécessite, conformément aux articles R 512-1 et suivants du code de l'Environnement (modifiés par [Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017](#)), de faire l'objet de la présente DAE au titre des ICPE.

En lien avec l'[arrêté ministériel du 28 mars 2019](#), fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale, la présente DAE est également accompagnée du CERFA n°15964*01.

Le code de l'Environnement régit la procédure d'autorisation d'une ICPE, notamment, par le biais des articles présentés dans le Tableau 2.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L122-1 et suivants (modifiés par Loi n°2018-148 du 2 mars 2018) et R122-1 et suivants (modifiés par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017), concernant l'évaluation environnementale des projets, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L123-1 et suivants (modifiés par Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016) et R123-1 et suivants (modifiés par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017), concernant le champ d'application, l'objet et le déroulement de l'enquête publique, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L181-1 et R181-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'autorisation environnementale, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L210-1 et suivants (modifiés par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006) et R211-1 et suivants sur l'eau et les milieux aquatiques, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L220-1 et suivants (modifiés par Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010) et article R221-1 et suivants (modifiés par Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010) sur l'air et l'atmosphère, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L411-1 et suivants (modifiés par Loi n°2016-1087 du 8 août 2016) et R411-1 et suivants (modifiés par Décret n°2017-595 du 21 avril 2017) concernant la protection du patrimoine naturel, de la faune et de la flore, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L511 à L517 et R511-9 à R517-10 concernant les installations classées pour la protection de l'environnement, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L541-1 et suivants (modifiés par Loi n°2003-591 du 2 juillet 2003) et R541-1 et suivants (modifiés par Loi n°2015-992 du 17 août 2015) concernant la prévention et gestion des déchets, |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L552-1 et suivants concernant les garanties financières (voir § 0), |
| <ul style="list-style-type: none">• Articles L571-1 et suivants (modifiés par Ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004) et R571-1 et suivants concernant la prévention des nuisances sonores. |

TABEAU 2 : PRINCIPAUX ARTICLES DU CODE DE L'ENV. REGISSANT LA PROCEDURE D'AUTORISATION

3.2 CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

Le calcul des garanties financières est, quant à lui, précisé par les circulaires et arrêtés présentés dans le Tableau 3.

- La [circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n°532 du 23 avril 1999](#) relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets,
- La [circulaire du 14 février 2002](#) relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets,
- L'[arrêté du 31 mai 2012](#) fixant la liste des ICPE soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement,
- L'[arrêté du 31 mai 2012](#) relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des ICPE et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- L'[arrêté du 31 juillet 2012](#) relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 du code de l'environnement,
- La [circulaire du 9 mai 2012](#), relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières.

TABLEAU 3 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

3.3 CLASSEMENT DES ACTIVITES DANS LES RUBRIQUES IED

Le classement des activités dans les rubriques IED est précisé par les textes réglementaires présentés dans le Tableau 4.

- La [circulaire du 10 décembre 2003](#) relative aux ICPE : installations de combustion utilisant du biogaz,
- La note n° BPGD-14-092 relative à l'application de la directive IED sur le cas particulier des installations de stockage de déchets non dangereux,
- La [note n°BPGD-13-296 du 30 décembre 2013](#) relative à l'application du chapitre II de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite IED) aux installations de traitement de déchets,
- La [note du 25 avril 2017](#) relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets.

TABLEAU 4 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE CLASSEMENT DANS LES RUBRIQUES IED

3.4 CLASSEMENT DES ACTIVITES DANS LES RUBRIQUES IOTA

Le classement des activités dans les rubriques IOTA (Installations Ouvrages, Travaux et Aménagements - « loi sur l'eau ») est précisé par [l'article 214-1 du code de l'environnement](#).

3.5 PROJET TECHNIQUE

Le projet technique a été réalisé conformément aux dispositions des différents arrêté-types des rubriques concernées et des arrêtés présentés dans le Tableau 5.

- De l'[arrêté ministériel du 2 février 1998](#) relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 24 août 2017,
- De l'[arrêté ministériel du 22 avril 2008](#) fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,
- De l'[arrêté du 7 juillet 2009](#) relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence,

- De l'[arrêté ministériel du 26 mars 2012](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- De l'[arrêté ministériel du 15 février 2016](#) modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- De l'[arrêté du 24 août 2017](#) modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement,

TABLEAU 5 : TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT LE PROJET TECHNIQUE

L'ensemble des arrêtés d'exploitation du site sont recensés et présentés dans le volet n°3 de la présente DAE, le projet technique.

3.6 ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact a été réalisée conformément aux dispositions des textes réglementaires présentés dans le Tableau 6.

- Des articles L122-1, R122-5, R515-59, et R181-13 du code de l'Environnement,
- De l'[arrêté ministériel du 23 janvier 1997](#) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE,
- De la [circulaire du 17 février 1998](#) relative à l'application de l'article 19 de la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie, complétant les études d'impact des projets d'aménagement,
- À la [circulaire DGS/VS 3 n°2000/60 du 3 février 2000](#) relative au guide de lecture et d'analyse du volet sanitaire des études d'impact,
- À la [circulaire DGS n°2001-185 du 11 avril 2001](#) relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact,
- À la circulaire DGS n°2004-42 du 4 février 2004 relative à l'organisation des services du ministère chargé de la santé pour améliorer les pratiques d'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impact,
- À la note DPPR du 18/11/2004, relative aux choix des valeurs toxicologiques de référence (VTR),
- De l'[arrêté ministériel du 22 avril 2008](#) fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,
- À la [circulaire du 9 août 2013](#) relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation,
- À la [note d'information DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014](#) relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués,
- De l'[arrêté ministériel du 15 février 2016](#) modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- De l'[ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016](#) relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,
- Du [décret n°2016-1110 du 11 août 2016](#) relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,
- Des [ordonnances n°2017-81](#) et [n°2017-82 du 26 janvier 2017](#) relatives à l'autorisation environnementale.

TABLEAU 6 : PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT L'ETUDE D'IMPACT

3.7 ETUDE DE DANGERS

L'étude des dangers a été réalisée conformément aux dispositions des textes réglementaires présentés dans le Tableau 7.

- Du [décret n°2005-1170 du 13 septembre 2005 modifiant le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977](#) pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour l'environnement.
- De l'[arrêté du 29 septembre 2005](#) relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents dans les installations classées soumises à autorisation,
- De la [circulaire du 24 avril 2008 relative à l'arrêté du 15 janvier 2008](#) relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- De la [circulaire du 10 mai 2010](#) récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- De l'[arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 04 octobre 2010](#) relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- De l'article L512-1 (modifié par [Ordonnance n°2017-80 du 27 janvier 2017](#)) du code de l'Environnement,

TABLEAU 7 : PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES REGISSANT L'ETUDE DES DANGERS

4. STRUCTURE DE LA DAE

Le dossier de la présente DAE se structure en 9 volets, accompagnés du CERFA n°15964*01, dont le contenu est synthétisé ci-après.

CERFA **N°15964*01**

VOLET N°1 DOSSIER ADMINISTRATIF (DA)

Le dossier administratif présente le cadre réglementaire du dossier, le demandeur, ses capacités techniques et financières ainsi que les activités objets de la demande, les garanties financières et la maîtrise foncière de l'ICPE et des bandes d'isolement.

VOLET N°2 RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'IMPACT (RNT EIE)

Ce résumé non technique permet de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude d'impact.

VOLET N°3 PROJET TECHNIQUE (PT)

Le projet technique décrit les aménagements du site et les principes de son exploitation.

VOLET N°4 ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL (EIE)

L'étude d'impact présente l'analyse de l'état initial du site et de son environnement, l'analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'installation sur l'environnement et sur la santé, les mesures envisagées pour éviter, réduire et si nécessaire compenser les inconvénients de l'installation.

Elle est complétée par une synthèse du projet technique, les meilleures techniques disponibles, la conformité aux arrêtés ministériels types, les solutions de substitution étudiées et les raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu. Elle se termine par la définition des conditions de remise en état du site après exploitation et par l'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets de l'installation sur l'environnement.

VOLET N°5 EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES (ERS)

L'évaluation des risques sanitaires est liée à l'étude d'impact. Elle évalue les effets potentiels identifiés du projet sur la santé des populations riveraines.

VOLET N°6 ETUDE DE DANGERS (EDD) ET SON RESUME NON TECHNIQUE (RNT EDD)

L'étude des dangers expose les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident en précisant les mesures prises pour y remédier et les moyens de secours propres à l'établissement.

Un résumé non technique dédié vient appuyer sa compréhension par le public.

VOLET N°7 RAPPORT DE BASE (RB IED)

Conformément à la directive IED, le rapport de base constitue une « photo » de la qualité des sols et des eaux souterraines constituant l'état de référence au moment de la demande d'autorisation.

L'Ecopôle de l'Etoile est concerné par les rubriques IED n°3532 (rubrique principale) et 3540.

VOLET N°8 PLANS REGLEMENTAIRES

Ce volet regroupe les plans réglementaires (plan de situation et plan d'ensemble des installations).

VOLET N°9 DOSSIER SUP

Ce volet traite de la demande de modification des servitudes d'utilité publique sur les parcelles concernées par le projet.

5. PRESENTATION DU DEMANDEUR

L'exploitant de l'Ecopôle de l'Etoile et le porteur du projet de sa poursuite d'exploitation est **VALSUD**, société à part entière de VEOLIA Recyclage et Valorisation des Déchets (VRVD), appartenant au groupe VEOLIA.

L'annexe 3 du présent dossier administratif regroupe les capacités techniques et financiers de VEOLIA et de VALSUD en complément des éléments ci-après développés.

5.1 GROUPE VEOLIA

5.1.1 VEOLIA EN FRANCE

En France, VEOLIA propose aux municipalités, aux collectivités territoriales ainsi qu'aux industriels une large gamme d'expertises pour la gestion de l'eau, des déchets et les valorisations matières et énergies. Au travers de solutions innovantes, VEOLIA accompagne ces acteurs dans une croissance durable au carrefour d'enjeux environnementaux, réglementaires, sociétaux et économiques.

Fort d'environ 51 000 collaborateurs, le groupe VEOLIA a réalisé un chiffre d'affaires de 5,71 milliards d'euros en France au cours de l'exercice 2019.

NOS 3 MÉTIERS



FIGURE 3 : METIERS ET SOLUTIONS DE VEOLIA

SOURCE : VEOLIA, L'ESSENTIEL 2018

5.1.2 VEOLIA RECYCLAGE ET VALORISATION DES DECHETS

VEOLIA RVD, filiale à 100% du groupe VEOLIA, propose à l'ensemble de ses clients, publics et privés, une gamme complète de prestations en matière de gestion des déchets, depuis la collecte jusqu'à leur valorisation et traitement. Sur l'ensemble du territoire, la société comptait en 2019 :

- Plus de 15 000 collaborateurs,
- 371 installations de traitement,
- 154 centres de tri et de recyclage de déchets banals,
- 47 unités de traitement thermique de déchets spéciaux,
- 25 unités de traitement physico-chimique de déchets spéciaux,
- 11 unités de recyclage et de valorisation de déchets spéciaux,
- 80 sites de compostages,
- 43 installations de stockage (déchets banals),
- 4 unités de dépollution de terres ou de sols.

La plaquette de présentation de VEOLIA RVD Provence-Alpes est donnée en Annexe 3.

5.2 VALSUD

5.2.1 INFORMATIONS GENERALES

Les principales informations de la société sont présentées dans le TABLEAU 8.

VALSUD	
Siège social	41 chemin vicinal de la Millière Parc Valentine Vallée Verte Immeuble Bourbon N°1 - CS 20106 13011 MARSEILLE
Forme juridique	Société par Actions Simplifiée (S.A.S.)
Adresse du site	Chemin du Vallon d'Oï (Lieu-dit la Montagne) 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS
Capital social	1 647 040,00 €
Immatriculation RCS	410 299 721 RCS Marseille
N°SIRET	41029972100150
Signataire de la demande	Mme Laurence GOBET – Directeur Général Délégué
Suivi opérationnel du dossier	M. Gautier FREGONA – Responsable ICPE

TABLEAU 8 : INFORMATIONS GENERALES DE LA SOCIETE VALSUD

SOURCE : VALSUD

5.2.2 CAPACITES FINANCIERES

Sur les trois dernières années, les chiffres d'affaires de la société VALSUD sont les suivants :

- Année 2019 : 55 956 000,00 €
- Année 2018 : 40 427 600,00 €
- Année 2017 : 29 943 018,00 €

En outre, VALSUD a constitué des garanties financières relatives aux installations de l'Ecopôle de l'Etoile, et les maintiendra dans le cadre de la poursuite d'exploitation (voir § 14).

5.2.3 CAPACITES HUMAINES

Les équipes de VALSUD se composent de **17 salariés employés** à plein temps sur le site de l'Ecopôle de l'Etoile (cf. Tableau 9).

ACTIVITE	POSTE DE TRAVAIL	NOMBRE
Direction et administration	Directeur d'unité opérationnelle	1
Direction et administration	Responsable d'exploitation	1
Direction et administration	Attaché d'exploitation	1
Poste de contrôle et pesée des déchets	Agent de bascule	2
Déchèterie	Agent de déchèterie	1
ISDND	Contrôleur aux déchargements	2
ISDND	Conducteur d'engin, compacteur et chargeuse	4
ISDND	Conducteur de voiture pilote	3
Installation de traitement et valorisation du biogaz	Agent de maintenance	1
Intégralité du site	Agent d'entretien	1

TABLEAU 9 : CAPACITES HUMAINES SUR LE SITE DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE

SOURCE : VALSUD

5.2.4 CAPACITES TECHNIQUES

Les moyens matériels disponibles pour l'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile sont recensés dans le Tableau 10.

L'entretien des engins et des véhicules nécessaires aux activités du site est réalisé dans le garage localisé à proximité des bâtiments administratifs, vers l'entrée du site. Le ravitaillement des engins sur la zone d'exploitation et leur entretien sont réalisés par des prestataires externes, à savoir :

- Carburant (ravitaillement en bord à bord tous les jours du lundi au vendredi) :
PACA Combustibles
970 RN 113
13170 Les pennes Mirabeau
- Entretien engins (contrat full service) :
Bergerat Monnoyeur
Direction Méditerranée
415 rue des Frères Perret
13799 Aix En Provence cedex 03

Du matériel est par ailleurs loué, pour lequel l'entretien est assuré par le loueur :

- Actemis pour la location du Manitou utilisés sur la plateforme de compostage ;
- Terre Net et Bergerat Monnoyeur Rent en cas de maintenance sur les gros engins ou surcroît de travail (chargeuses à pneus, compacteur à déchets, chargeuses à chenilles).

Les moyens matériels utilisés pour l'entretien et le fonctionnement de la déchèterie sont communs à ceux liés à l'activité de stockage des déchets.

ACTIVITES	EQUIPEMENT	NOMBRE
ISDND	Compacteur type Caterpillar 836 H	2
ISDND	Chargeur à chenilles type Caterpillar 973 C	1
ISDND	Chargeur à chenilles type Caterpillar 963	1
ISDND	Tracteur et tonne à lisier	1
ISDND	Voiture pilote	2
Plateforme de compostage	Broyeur de déchets verts	1
Plateforme de compostage	Crible à cylindre	1
Plateforme de compostage	Chargeur à pneu	2
Plateforme de compostage	Pelle à grappin	1
Intégralité du site	Camions porteurs d'eau	2



Caterpillar 836H



Caterpillar 973C



Tracteur et tonne à lisier

TABLEAU 10 : CAPACITES TECHNIQUES

SOURCE : VALSUD

5.3 DEMARCHE QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT

5.3.1 CERTIFICATION ISO 9001 ET ISO 14001

VALSUD réalise ses prestations dans le plus strict respect des réglementations en vigueur tout en veillant à garantir les meilleures conditions de sécurité à ses collaborateurs, à l'ensemble de la population et au personnel de ses clients. L'Ecopôle de l'Etoile est engagé dans une démarche d'amélioration continue validée par la certification ISO 9001 version 2000. Cette certification témoigne de l'aptitude de VALSUD à fournir un service conforme aux exigences des clients et aux exigences légales et réglementaires applicables.

Le site bénéficie également de la certification ISO 14001 pour l'ISDND, la déchèterie et la plateforme de compostage. Cette certification repose sur le principe d'amélioration en continue de la performance environnementale par la maîtrise des impacts liés à ces activités.

5.3.2 COMMISSION DE SUIVI DE SITE

Au-delà de l'information due aux autorités compétentes, l'Ecopôle de l'Etoile entretient des contacts réguliers avec les élus locaux, les riverains et les associations, soit par des contacts séparés, soit dans le cadre de Commissions de Suivi de Site² (CCS).

Ces commissions sont tenues chaque année, ou sur demande d'au moins trois membres du bureau, et font l'objet d'un compte-rendu à disposition du public. Elles constituent un cadre d'échange et d'information sur les actions, les suivis, les projets en cours, etc. menés sur le site.

² En date du 9 février 2012 et de la parution au Journal Officiel du [Décret n°2012-189 du 7 février 2012](#) relatif aux commissions de suivi de site, les CSS succèdent aux Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) et Commissions Locales d'Information et de Surveillance (CLIS).

5.4 ENGAGEMENT POUR LA BIODIVERSITE

Pour lutter contre la dégradation de la biodiversité dans le monde, VEOLIA s'engage à :

- Mieux prendre en compte les enjeux locaux de la biodiversité,
- Déployer des actions écologiques sur ses sites et ceux de ses clients,
- Sensibiliser et impliquer le plus grand nombre et promouvoir les actions collectives locales.

Ainsi, en 2018 :

- 68 % des sites de VEOLIA identifiés à fort enjeu pour la biodiversité ont réalisé un diagnostic et déployé un plan d'action,
- 181 sites ont mis en place une gestion et/ou un aménagement écologique,
- 60 sites ont un partenariat avec une association locale de la protection de la nature.

Sur l'Ecopôle de l'Etoile, neuf ruchers abritant des abeilles à miel « buckfast » sont mis en place depuis 2012. La gestion et l'entretien sont confiés à un apiculteur local pour une production avoisinant régulièrement les 80 kg.

En outre, VALSUD a signé avec l'association [COLINEO](#) une convention de suivi environnemental pluriannuel de l'Ecopôle de l'Etoile.

6. HISTORIQUE DU SITE

Les éléments suivants présentent (de façon non exhaustive) les principales étapes de la vie du site et de son évolution. Sur les photos, afin de bien cerner l'évolution du site, le périmètre ICPE indicatif dessiné correspond au périmètre projeté dans la présente demande de poursuite d'exploitation.

Avant 1989

Site exploité pour l'enfouissement des déchets essentiellement dans sa partie Nord

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°108.1975A autorisant l'exploitation d'un dépôt d'ordures en décharge contrôlée (17 mai 1978).



FIGURE 4 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1981

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

A partir de 1989

Début de l'exploitation du site.

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°89.1/17.88A autorisant l'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères et de déchets industriels banals (9 mai 1989) ; il s'agissait d'un arrêté commun entre la ville de Septèmes les Vallons et CGEA).

1993

Obtention de l'Arrêté complémentaire n°115.1993A imposant des prescriptions complémentaires pour la décharge contrôlée des déchets ménagers (22 novembre 1993).

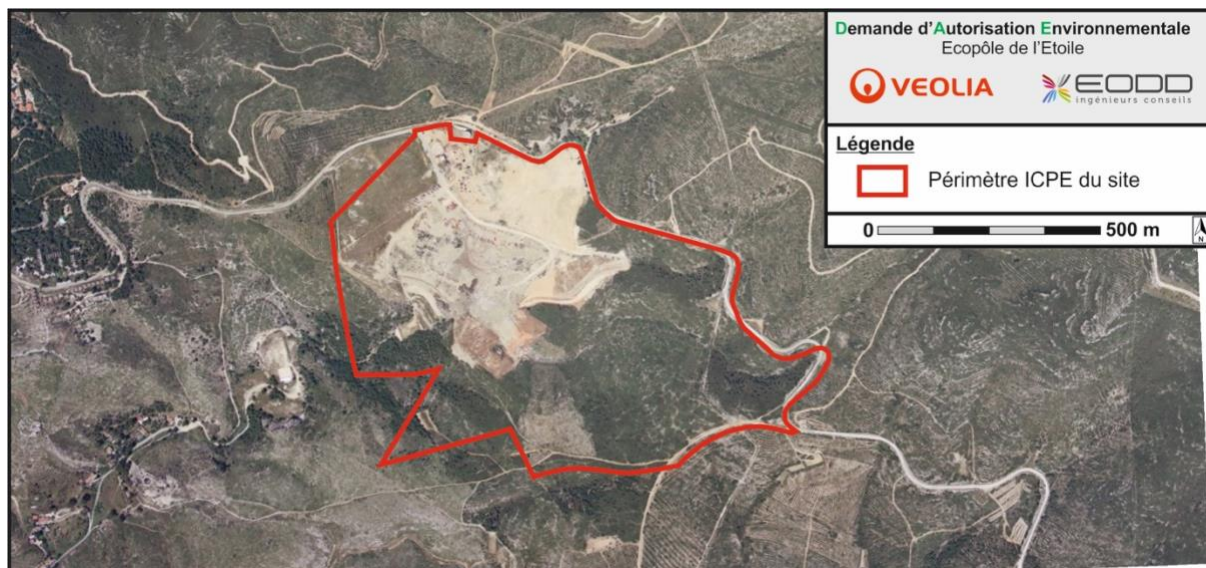


FIGURE 5 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1993

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

1995 et 1996

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°189.1994A concernant l'exploitation de la décharge contrôlée d'ordures ménagères et de déchets industriels banals (2 mars 1995).



FIGURE 6 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1996

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

1998 et 1999

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°97.338/164.1997A imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation du Centre d'Enfouissement Technique (CET) (27 janvier 1998).

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°99-361/123-99A, complété le 4 juillet 2000 de prescriptions complémentaires, portant création d'une commission locale d'information et de surveillance pour le CET de Septèmes-les-Vallons (25 novembre 1999).

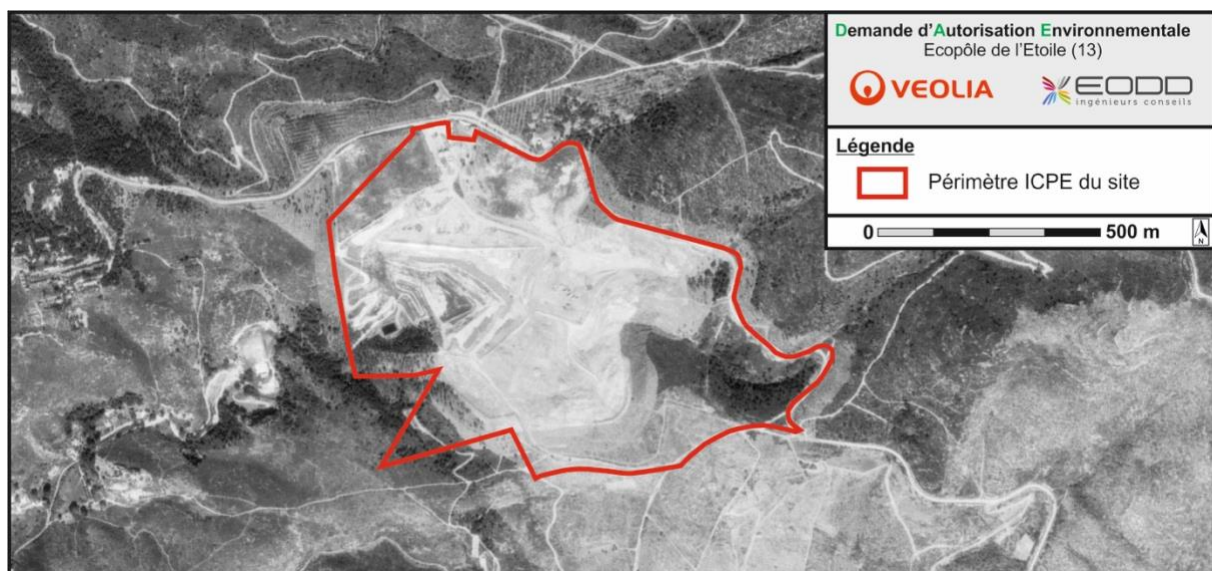


FIGURE 7 : VUE AERIENNE DU SITE EN 1999

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

2000 et 2001

Certification de l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile à la norme ISO 14001 (28 février 2000).

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°2001-288/20-1999 autorisant à exploiter un centre de tri de déchets industriels issus de collectes sélectives, une aire de compostage de déchets verts, une déchetterie et à augmenter les apports annuels (3 décembre 2001).

2003 à 2007

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°2003-394 portant des prescriptions complémentaires concernant l'installation du BGVAP (5 décembre 2003).

Certification de la déchèterie de Septèmes-les-Vallons à la norme ISO 14001 (juillet 2003).

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°114-2004A portant des prescriptions complémentaires pour le CET de Septèmes-les-Vallons.

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°158-2005A portant des prescriptions complémentaires relatives aux équipements de lutte incendie pour le CSDU de Septèmes-les-Vallons.

Certification de la plateforme de compostage de Septèmes-les-Vallons à la norme ISO 14001 (septembre 2006).

Mise en service de l'installation de traitement des lixiviats par BGVAP et du moteur n°1 de l'installation de valorisation électrique du biogaz (27 septembre 2007).



FIGURE 8 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2003

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

2008

Obtention de l'Arrêté Préfectoral complémentaire du 10 juin 2008.

Mise en service de la plateforme d'activités multi-filières (juillet).



FIGURE 9 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2008

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

2010 et 2011

Mise en service du moteur n°2 sur l'installation de valorisation du biogaz (1^{er} novembre 2010).
Obtention de l'Arrêté du 22 juillet 2011 des prescriptions complémentaires autorisant la réception des déchets de provenance autres que des Bouches-du-Rhône.
Obtention de l'Arrêté du 16 août 2011 rectificatif de l'Arrêté du 22 juillet 2011.
Obtention de l'Arrêté Préfectoral du 3 novembre 2011.
Certification de VALSUD à l'ensemble des sites certifiés ISO 14001 regroupant les départements du 04, 05, 13 et 83.

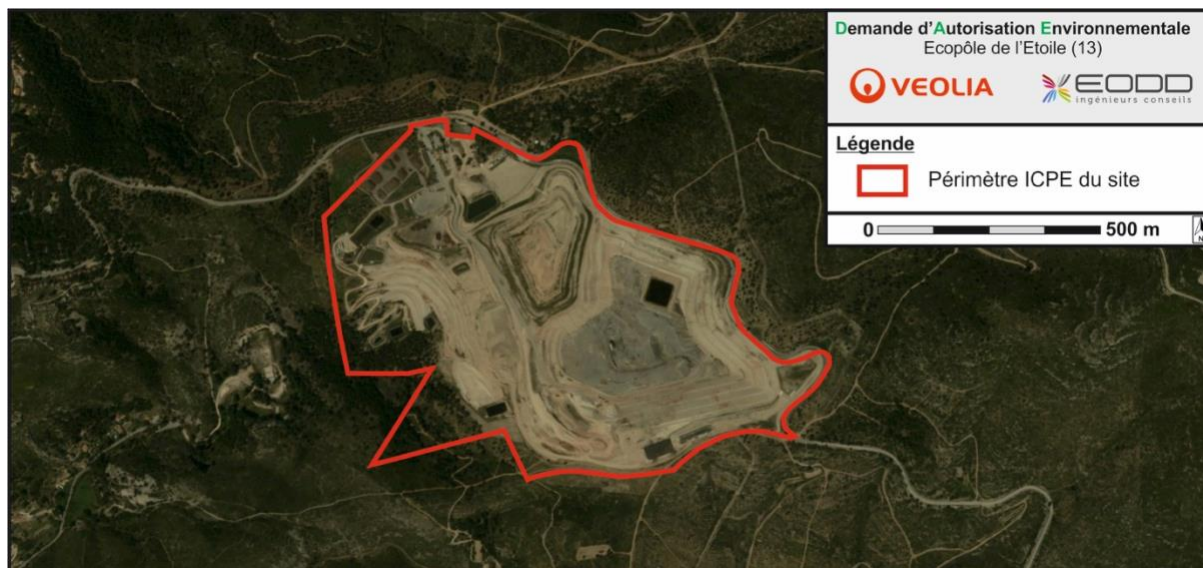


FIGURE 10 : VUE AERIEENNE DU SITE EN 2011

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

2012

Mise en place de 9 neufs ruchers sur site (printemps). La gestion et l'entretien sont confiés à un apiculteur local pour une production avoisinant les 80 kg en 2017.

2013

Mise en service du moteur n°3 sur l'installation de valorisation du biogaz (17 avril).
Autorisation de stockage de déchets inertes (mais finalement jamais mise en service) avec l'obtention de l'Arrêté Préfectoral du 24 septembre 2013.

2014

Obtention de l'Arrêté Préfectoral du 4 avril 2014 comportant la mise à jour des rubriques ICPE et l'autorisation provisoire d'un an pour la plateforme pilote de maturation des mâchefers.
Obtention de l'Arrêté Préfectoral complémentaire du 7 novembre 2014 pour la mise en œuvre des garanties financières pour les rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1.
Obtention de l'Arrêté Préfectoral complémentaire du 5 décembre 2014 modifiant l'article 3.13 relatif aux odeurs.

2015

Obtention de l'Arrêté Préfectoral du 28 avril 2015 relatif à la composition de la Commission de Suivi de Site pour l'ISDND de Septèmes-les-Vallons.

2016

Mise en place de l'Organic Rankine Cycle (ORC³) et de la ressourcerie.

2017

Mise en service de l'installation de traitement des lixiviats par osmose inverse (25 septembre).

Obtention de l'Arrêté Préfectoral complémentaire du 25 septembre 2017, relatif aux prescriptions complémentaires applicables à la société VALSUD pour l'ISDND de Septèmes-les-Vallons.

Renouvellement de la certification ISO 14001 de l'Ecopôle de l'Etoile (9 novembre).

2018

Mise en service du déconditionneur à biodéchets (avril).

2019 - 2020

Suspension des activités en lien avec le déconditionnement des biodéchets (2019).

Obtention de l'Arrêté Préfectoral n°2018-175-PC du 8 mai 2018 portant prescriptions complémentaires pour la société VALSUD groupe VEOLIA propreté pour le site de l'ISDND de Septèmes-les-Vallons.

Obtention de l'Arrêté Préfectoral complémentaire n°2019-357-PC du 24 décembre 2019 portant modification de la zone de chalandise de l'ISDND exploitée par la société VALSUD sur le territoire de la commune de Septèmes-les-Vallons.



FIGURE 11 : VUE AERIENNE DU SITE EN 2019

SOURCE : GEOPORTAIL, REMONTER LE TEMPS

³ Unité permettant de produire de l'électricité en valorisant la chaleur des moteurs de combustion du biogaz.

7. ACTIVITES ACTUELLES

7.1 SYNTHÈSE DES ACTIVITES ET INSTALLATIONS ACTUELLES

L'AP du 25/09/2017 régit l'exploitation par la société VALSUD du site multi-activités sur le territoire communal de Septèmes-les-Vallons au lieu-dit « La Montagne », route du Vallon Dol, sur la parcelle A1390 pour une surface de **52,7 hectares⁴**, dit « **Ecopôle de l'Etoile** ». VALSUD est autorisée à y exploiter :

- Une **Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)**, autorisée jusqu'au **1^{er} mars 2022 (réaménagement compris)**, et son **unité de Valorisation du Biogaz et de Traitement des Lixiviats (VBTL)**,
- Une **installation de déconditionnement de biodéchets**, dont l'activité est à ce jour suspendue et ne sera plus poursuivie,
- Une **plateforme de compostage de déchets verts**,
- Une **déchèterie et une ressourcerie**,
- Une **plateforme de transit, regroupement ou tri** de déchets non dangereux et de déchets non inertes (PAM).



PHOTOGRAPHIE 2 : VUE AERIENNE DES ACTIVITES ET INSTALLATIONS DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE

CREDIT : VALSUD, 2019

Les unités fonctionnelles suivantes sont **communes** à la totalité des activités du site :

- Une **aire d'accueil et de contrôle**, regroupant un poste de contrôle, un double-pont bascule, un portique de contrôle de la non-radioactivité, un parking, les locaux sociaux et administratifs (salle de réunions et bureaux) et un **garage**,
- **8 bassins de rétention des eaux pluviales du site (BERI)**, un **bassin incendie**,
- **2 bassins de stockage des lixiviats (BLIX)**,
- **2 bassins initialement dédiés à la réinjection des lixiviats et ne faisant actuellement l'objet d'aucune utilisation**,
- **1 bassin tampon VBTL et 1 bassin tampon BGVAP**,
- Une **plateforme de stockage des bennes**,
- Des **zones d'aménagements paysagers**.

⁴ L'AP actuel indique une surface de 54 hectares, mais le calcul précis à partir d'un plan de géomètre commandé par VALSUD montre que la surface de la parcelle A1390 est en réalité de 52,7 ha.

Nota : le BGVAP est d'ores et déjà déconnecté et inopérant mais continue toutefois d'être contrôlé. Son démantèlement sera réalisé dans l'année qui suivra l'arrêté prescrivant sa cessation administrative. Les éléments métalliques du BGVAP seront dessoudés et revendus à un ferrailleur et les éléments électroniques rejoindront les D3E de la déchèterie. Le bassin de concentrats demeure bien évidemment en place.

7.2 NATURE DES DECHETS ACCEPTES SUR SITE

La nature des principaux déchets accueillis pour chaque activité de l'Ecopôle de l'Etoile est synthétisée dans le Tableau 11.

ACTIVITE CONCERNEE TYPE DE DECHET	ISDND ⁵	Déchè- terie ⁶	PF de compost. ⁷	PF multi- filères ⁸	Ressour- ce
Gravats	OUI	OUI			
Boues	OUI				
Mâchefers	OUI				
Dégrillages	OUI				
Sables	OUI				
Inertes non valorisables	OUI				
Déchets ultimes d'activités économiques	OUI				
Refus de process	OUI				
Encombrants non valorisables	OUI	OUI			
Ordures ménagères résiduelles	OUI				
Végétaux souillés	OUI				
Verres		OUI			
Métaux		OUI			
Ferrailles		OUI			
Végétaux et déchets verts		OUI	OUI		
Huiles usagées		OUI			
Cartons		OUI			
Bois		OUI			
Plastiques souples		OUI			
Plastiques durs		OUI			
Déchets d'équipements électriques et électroniques		OUI		OUI	
Biodéchets			OUI		
Balles de matériaux recyclables et valorisables				OUI	
Eléments de mobilier					OUI
Récipients huiles usagées		OUI			

TABEAU 11 : NATURE DES PRINCIPAUX DECHETS ACCEPTES SUR SITE

SOURCE : VALSUD

⁵ Les déchets admis sur l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile sont uniquement des déchets ultimes non dangereux, déchets de collecte des collectivités, déchets ménagers et assimilés des particuliers, des artisans et industriels. La liste des déchets interdits sur site respecte les prescriptions de l'article 3 de l'AM du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

⁶ La liste des déchets acceptés en déchèterie est précisée par la collectivité locale en fonction des filières de valorisation ou d'élimination existante sur le territoire. Dans le cas de l'Ecopôle de l'Etoile, la liste des déchets acceptés sur site est renseignée sur un panneau d'accueil présent sur la déchèterie.

⁷ La plateforme de compostage est autorisée à composter uniquement des biodéchets au sens de l'article R541-8 du code de l'environnement. Outre les exclusions mentionnées à l'article 1^{er} de l'AM du 22/04/08, sont interdits sur l'installation de compostage : les sous-produits animaux de catégorie 2 au sens du règlement (CE) n°1069/2009 et les biodéchets contenant une fraction crue de viande ou de poisson.

⁸ Les déchets acceptés sur la PAM sont définis et autorisés par les rubriques ICPE 2711-2, 2714-1, 2716-1, 2794-1 et 2791-1.

7.3 ORIGINES DES DECHETS ACCEPTES SUR L'ISDND

La répartition géographique de la masse des déchets admis sur la période de 2017 à 2020 est présentée dans le Tableau 12. **En moyenne sur les 4 dernières, ce sont 80 % des déchets accueillis sur l'ISDND qui proviennent des Bouches-du-Rhône (13).** Le reste provenant des départements voisins des Alpes-Maritimes (06) et du Var (83).

À la suite de l'obtention de l'AP complémentaire n°2019-357 PC du 24 décembre 2019 et depuis le 1^{er} janvier 2020, l'origine géographique des déchets admissibles est limitée (hors situation exceptionnelle dûment justifiée) aux seules communes du **bassin de vie Provençal** tel que défini dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Sud-PACA. Cette origine demeurera inchangée dans le cadre de la poursuite d'exploitation du site.

De plus, et jusqu'au 31 décembre 2021, les déchets produits au sein des communes appartenant aux collectivités territoriales suivantes sont également admis :

- Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette,
- Communauté d'Agglomération Terre de Provence,
- Communauté de Communes de la Vallée des Baux et des Alpilles.

7.4 VOLUMES DES DECHETS ACCEPTES SUR SITE

7.4.1 INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX

La capacité annuelle de l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile, en masse de déchets pouvant être admise dans l'installation, est de **250 000 tonnes par an** pour une capacité journalière maximale de 2 680 tonnes.

Conformément aux prescriptions préfectorales, et dans un objectif de suivi rigoureux des quantités de déchets reçus dans l'installation par type et origine géographique, VALSUD fait parvenir à l'inspection des installations classées et au Préfet :

- Un bilan trimestriel des tonnages réceptionnés dans la quinzaine qui suit la fin du trimestre,
- Un bilan annuel des tonnages de déchets reçus avant le 15 janvier de l'année suivante.

7.4.2 PLATEFORME DE COMPOSTAGE DES DECHETS VERTS

Pour rappel, l'activité de déconditionnement des biodéchets a été suspendue en 2019 et VALSUD ne prévoit pas sa remise en service.

La plateforme de compostage des déchets verts du site traitait les apports suivants :

- Les végétaux issus de collectes sélectives, d'entretiens de jardins, taille de haies, tonte de pelouse, etc.,
- Les biodéchets, Sous-Produits Animaux (SPA) de catégorie 3 (C3 f, g et p) hors viandes et poissons crus.

Les capacités journalières de compostage de déchets verts et de biodéchets sont respectivement limitées à **120 tonnes par jour (respectivement 100 + 20 tonnes)**. Les apports proviennent essentiellement des Bouches-du-Rhône.

7.4.3 PLATEFORME DE TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRI

Sur cette plateforme multi-filières (PAM) sont stockées des balles de CSR (combustibles solides de récupération) et des matières valorisables telles que plastiques, cartons, papiers, ... en attente d'envoi en filière de valorisation. Le dépôt de végétaux (bois) représente l'activité la plus importante sur la plateforme. Ce bois est ensuite réexpédié et utilisé dans le cadre des valorisations matières suivantes :

- En chaufferie, pour le bois A (bois non traité et non peint),
- En unités de fabrication de panneaux de particules destinés à l'ameublement, à la construction, etc. pour le bois B (bois faiblement traité : panneaux, bois d'ameublement, bois de démolition exempts de gravats, résidus d'exploitation forestière).

Il est à noter que l'activité de stockage de DEEE n'est plus réalisée sur la PAM.

Type de déchets (en t)	2017			2018			2019			2020		
	(06)	(13)	(83)	(06)	(13)	(83)	(06)	(13)	(83)	(06)	(13)	(83)
Gravats		5 619,0			52,7			198,7			2,85	
Boues		178,3			14,2							
Dégrillage		23,5	333,6		31,0			50,17	320,9		26,55	151,85
Sables		536,6	584,6		328,2			233,3	81,4		89,1	73,75
Inertes non valorisables	27 440,6	54 276,2			1 468,3							
Déchets industriels		30 966,6	86,9		20 075,2	594,0		14 184,5				
Refus de tri	10 972,4	84 695,8		2 189,5	141 478,0	17 067,5		149 730,7	28 285,5		382,30	17 939,95
Encombrants	0,0	26 767,8		0,0	22 143,1			1 058,8			1 079,72	
Ordures ménagères	15 332,1	20 055,1		1 517,9	20 503,1	22 408,9		41 021,1	20 798,6	1 102,00	18 700,72	32 359,87
Végétaux souillés		648,6						8,0				
Déchets résiduels déclassés											48,525	11,70
Refus de broyats auto											4 205,50	766,20
Cendre de bois											151,85	
Déchets ultimes et ultimes déclassés											12 893,55	
DIV à trier											2,75	
Fines recyclées 0/20											2 279,50	
Refus de compost											912,32	
Refus de tri bois											4,20	
Refus de tri DIB											155 996,515	
TOTAL	53 745,1	193 767,4	1 005,1	3 707,4	206 100,6	40 070,3	0,0	206 485,2	49 486,4	1 102,00	196 731,65	51 303,32
REPARTITION	21,6 %	78,0 %	0,4 %	1,5 %	82,5 %	16,0 %	0,0%	80,7%	19,3%	0,44 %	78,96 %	20,59 %

06 : Alpes-Maritimes ; 13 : Bouches-du-Rhône ; 83 : Var

TABLEAU 12 : ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES DECHETS ACCEPTEES SUR L'ISDND

SOURCE : VALSUD, 2017 A 2020

8. ACTIVITES PROJETEES

La présente DAE porte sur les **poursuites d'exploitation** de l'ISDND, de la plateforme de compostage, de la déchèterie et de la plateforme de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et de déchets non inertes.

<p>Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux</p> <p>Plateforme de compostage</p> <p>Déchèterie</p> <p>Plateforme d'Activités Multi-filières</p> <p>Regroupement de biodéchets</p> <p>Ressourcerie</p>	<p>BGVAP</p>
POURSUITE D'EXPLOITATION	CESSATION D'ACTIVITE

NB : l'activité liée à la ressource ne relève pas de la nomenclature des ICPE bien que celle-ci soit localisée à l'intérieur des limites ICPE du site.

TABLEAU 13 : RAPPEL DES ACTIVITES VISEES PAR LE PROJET

SOURCES : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

8.1 EVOLUTION DE LA ZONE DE STOCKAGE

VALSUD souhaite poursuivre l'activité de l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile au-delà de la date du 1^{er} mars 2022 fixée par l'arrêté d'exploitation en vigueur. Il est rappelé que la poursuite d'exploitation envisagée sur le casier Est repose sur les deux principes fondamentaux suivants :

- **L'emprise de la zone de stockage initialement autorisée du casier Est, de 18 hectares, ne sera pas étendue.**
- **La cote maximale de 355 m NGF actuellement autorisée pour le réaménagement ne sera pas rehaussée** (cf. Figure 12).

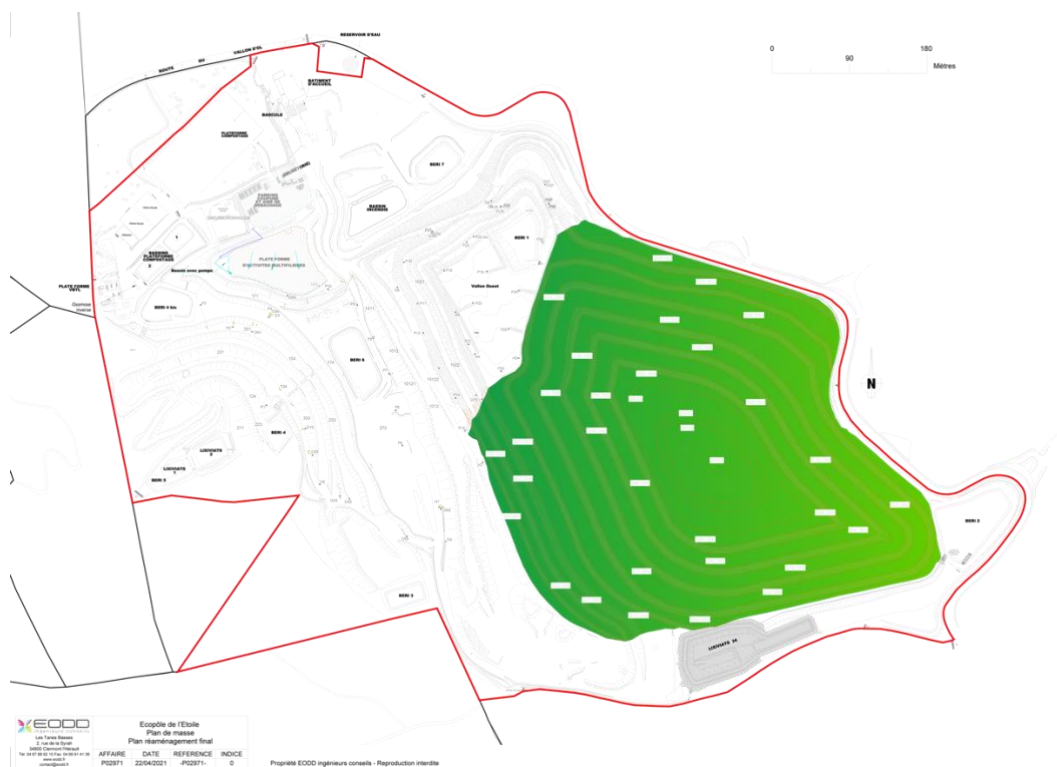


FIGURE 12 : MODELE DU CASIER A LA COTE DECHETS 350 M NGF

SOURCE : EODD INGENIEURS CONSEILS

Le projet de poursuite d'exploitation repose donc sur une consommation de capacité de stockage des déchets déjà autorisée dans le projet de réaménagement du site. Initialement fixée à une cote de 340 m NGF, **la cote altimétrique maximale autorisée pour le stockage des déchets est dans le projet modifiée à une cote de 350 m NGF permettant ainsi de disposer d'un casier Est dont le volume utile résiduel s'élève à 2,088 Mm³ à compter du début de l'année 2021.**

En parallèle VALSUD souhaite diminuer progressivement le rythme de stockage des déchets dans l'ISDND, actuellement fixé à 250 000 t/an, selon l'échéancier présenté dans le Tableau 1.

Ainsi, l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile serait en mesure de proposer une solution de stockage au bassin de vie dit « Provençal », tel que défini dans le projet de PRPGD, pour **16 années supplémentaires à compter de 2022**, soit une perspective d'exploitation s'étalant jusqu'à fin **2037**. Le phasage prévisionnel d'exploitation du casier est donné sur la Figure 13 et est bâti sur une montée en 3 niveaux d'une hauteur de 10 m chacun.

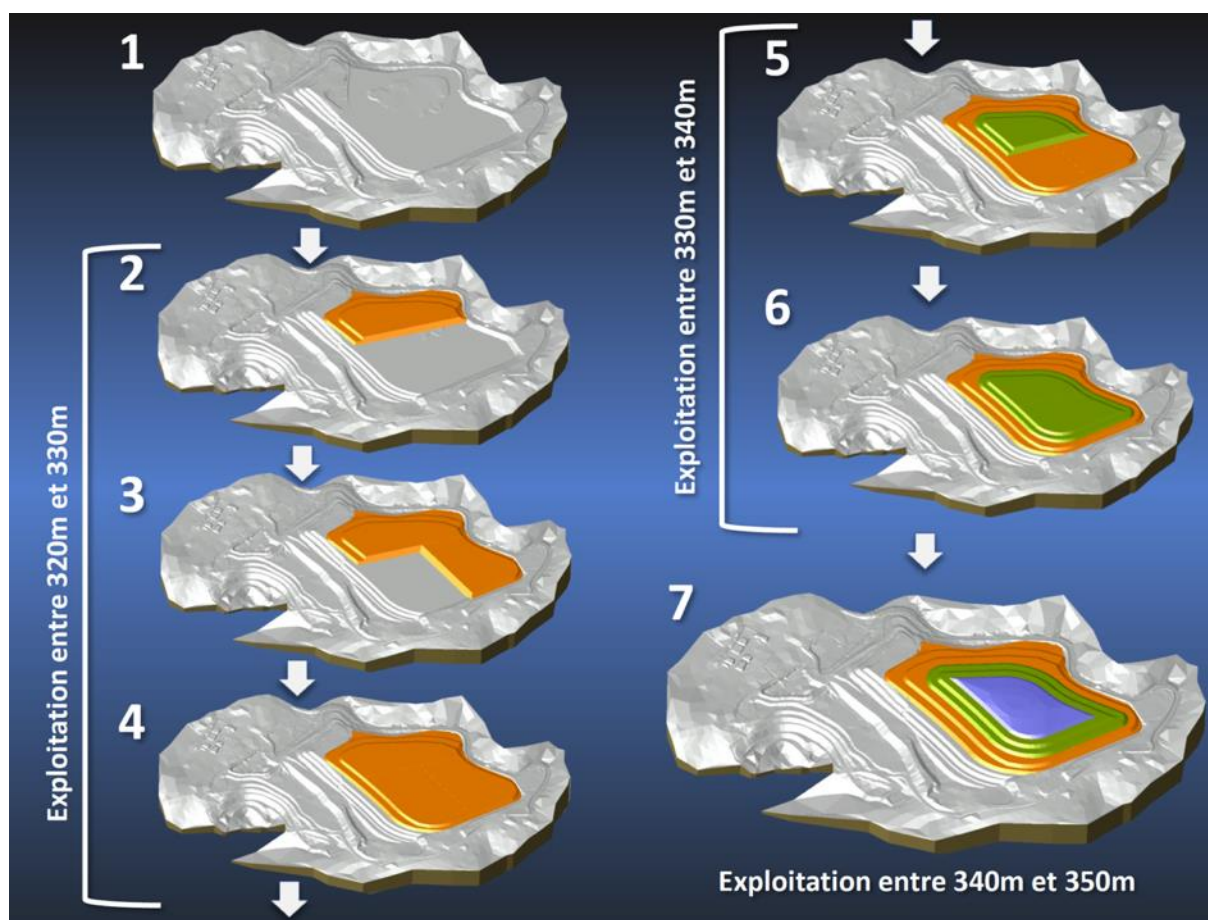


FIGURE 13 : PHASAGE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION DU CASIER EST

SOURCES : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

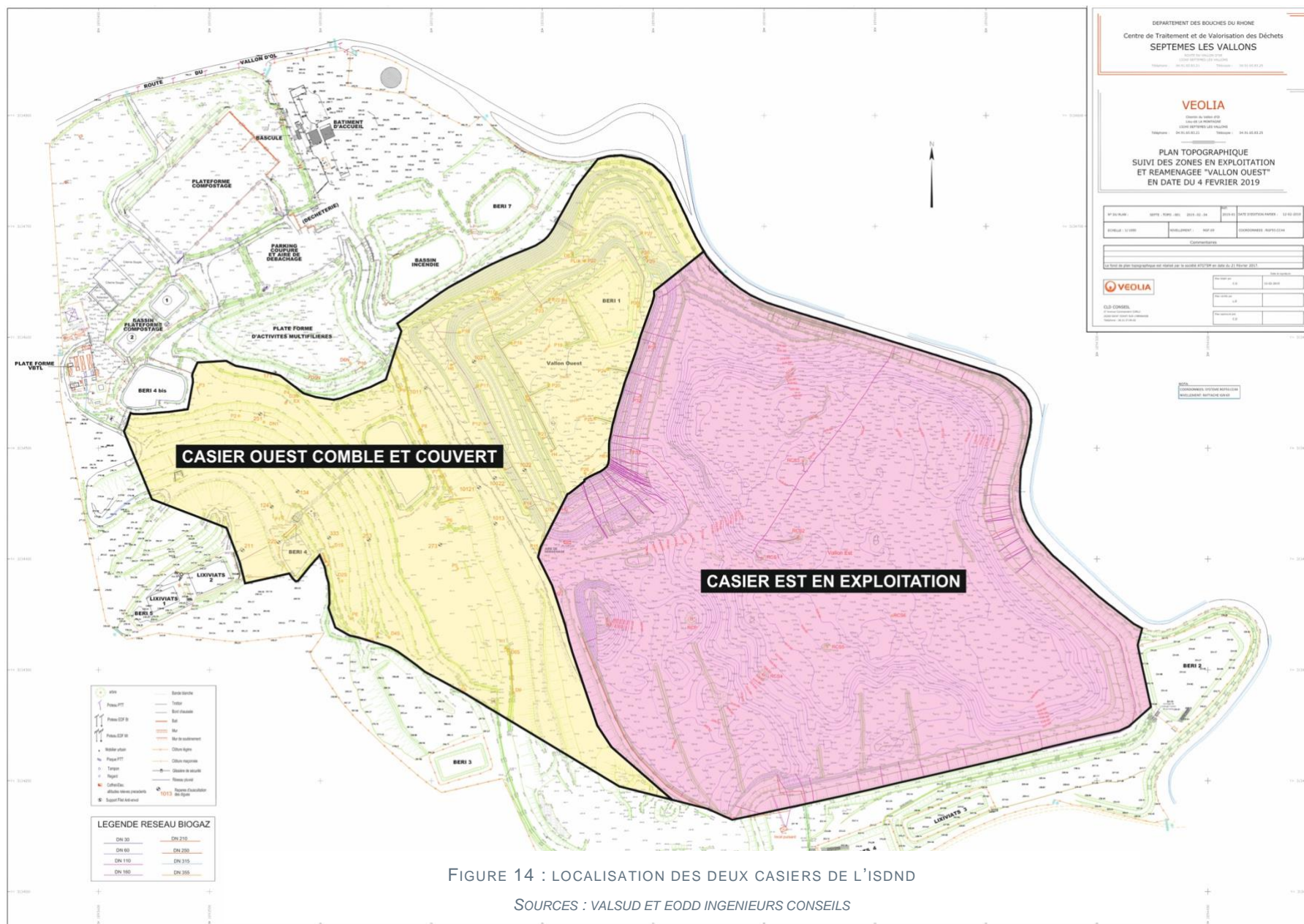
8.2 MODERNISATION DE LA DECHETERIE

VALSUD projette de porter des améliorations à sa déchèterie dans l'année qui suivra l'obtention du futur Arrêté Préfectoral. L'organisation actuelle des box et bennes de la déchèterie demeurera identique : seule l'armoire à déchets dangereux, actuellement positionnée dans le hangar, sera déplacée à l'entrée de la déchèterie, à proximité du local gardien.

Ainsi, cette modernisation passera par (cf. Figure 15) :

- Une meilleure signalisation de la circulation avec un marquage au sol des sens entrants et sortants, afin d'éviter tout risque de chocs de véhicules,
- Un panneauage renforcé pour indiquer les sens de circulation et règles du code de la route à respecter,
- Une signalétique améliorée des box et bennes de déchets, basée sur les iconographies types de l'ADEME,
- Un déplacement de la ressourcerie depuis l'entrée du site vers la déchèterie.

Le projet de modernisation de la déchèterie est donné dans le détail dans le volet n°3 de la présente DAE, le projet technique.



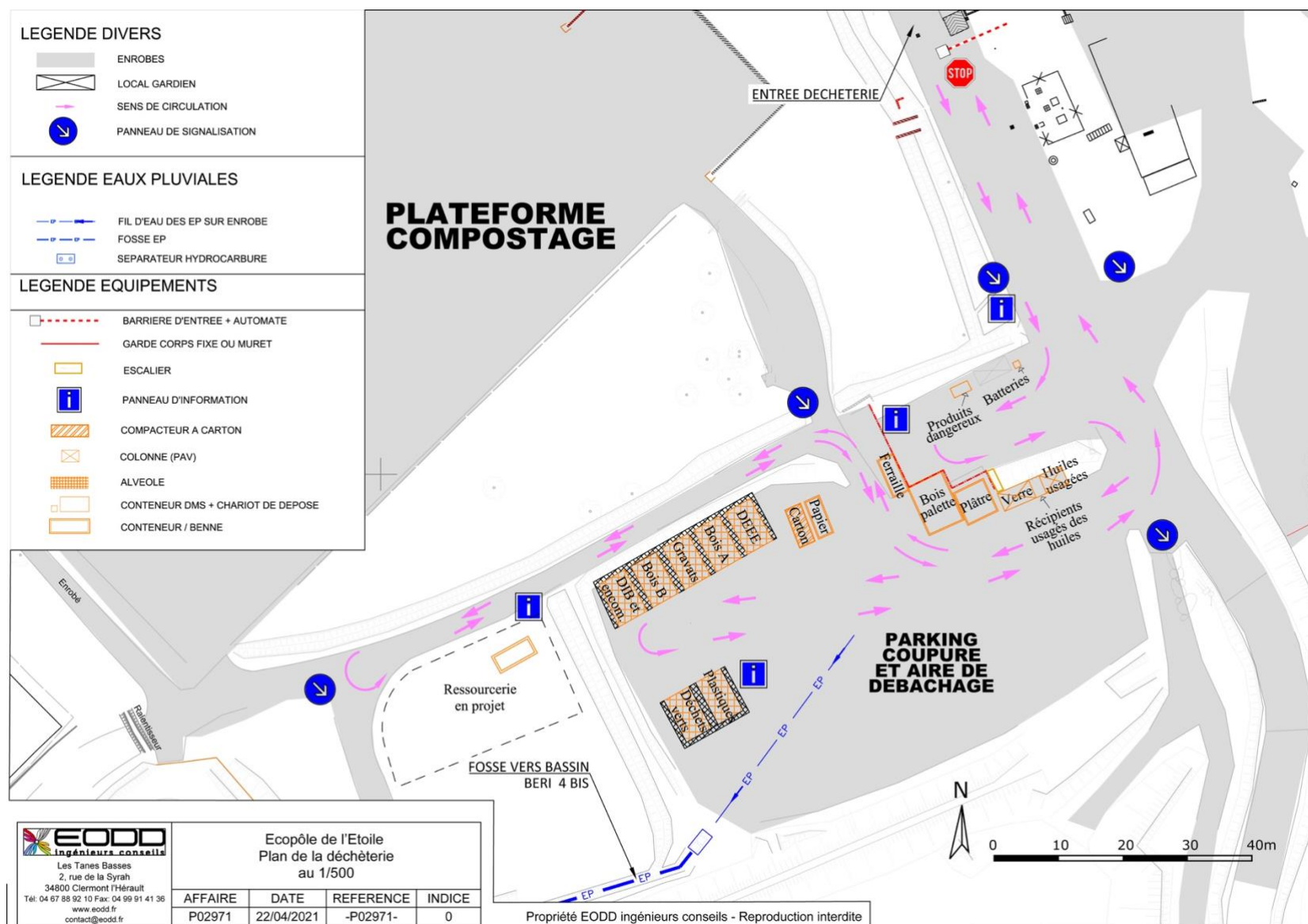


FIGURE 15 : PLAN DE MODERNISATION DE LA DECHETERIE

SOURCES : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

8.3 REMODELAGE DE LA PAM ET MISE AUX NORMES

Le revêtement actuel de la plateforme d'activités multifilières n'est pas étanche. Afin de remédier à cette situation, VALSUD prévoit :

- Le modelage du fond de la PAM orienté vers le Sud, la pente en long étant orientée vers l'Ouest,
- L'imperméabilisation du fond de la PAM ainsi remodelé par un enduit bitumineux,
- L'aménagement d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement internes à la PAM dans l'angle Ouest ; ce bassin sera constitué d'un géotextile anti-poinçonnant revêtu d'une géomembrane PEHD. Conformément au dossier de déclaration de la PAM (source : CADET International), ce bassin disposera d'un volume de 180 m³. Il recueillera gravitairement les eaux ayant ruisselé sur le fond de la PAM,
- Les eaux stockées seront refoulées vers le déshuileur situé en bordure Nord de la PAM (en aval de la déchèterie), via une pompe à demeure dans le bassin, connectée à un collecteur souple en PEHD 63 mm jusqu'au déshuileur,
- Les eaux ainsi déshuilées rejoindront le fossé aval menant au bassin BERI4bis, pour contrôle qualité avant rejet ou transfert vers la VBTL.

De plus, il est dorénavant proposé que VALSUD respecte un ilotage sur la PAM (3 ilots de 840 m² chacun, séparés par 8 m minimum) afin :

- De conserver un large espace en entrée pour la circulation entrante et sortante des flux de déchets,
- De permettre aux engins de manipulation des déchets de circuler sans risque de heurter les stocks, une distance minimale de 8 m étant respectée entre chaque ilot.

Le projet de remodelage et de mise aux normes de la PAM sont donnés dans le détail dans le volet n°3 de la présente DAE, le projet technique.

9. RUBRIQUES ICPE, IED ET IOTA

La poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile relève de la **nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), de la directive IED (Industrial Emissions Directive) et de la « Loi sur l'eau » (IOTA)**, selon les numéros de rubriques répertoriés dans le Tableau 14, qui renseignent pour chaque numéro de rubrique :

- La zone du projet concernée par la rubrique,
- Son intitulé selon la nomenclature,
- Le « volume » prévisionnel et la désignation des activités correspondantes du site,
- Le régime de classement :
 - AS : autorisation assortie de Servitudes d'utilité publique,
 - A : activité soumise à autorisation,
 - E : activité soumise à enregistrement,
 - DC : activité soumise à déclaration avec contrôles périodiques,
 - D : activité soumise à déclaration,
 - NC : non concerné,
- Le rayon d'affichage exprimé en kilomètre.

Il convient de noter que, bien que le site soit équipé d'un dispositif de réinjection des lixiviats, d'une puissance d'environ 500 kW, cet équipement n'est désormais plus opérationnel, la réinjection des lixiviats en cours d'exploitation étant interdite depuis l'AM du 15/02/2016 modifié. En outre, depuis le 25 octobre 2018, l'annexe 1 du [décret n°2018-900 du 22 octobre 2018](#) supprime l'ancienne rubrique ICPE n°2920 régissant les installations de compression. Cet élément ne figure donc pas dans la liste des rubriques ICPE ci-après.

Il est également à souligner la présence d'une installation de distribution de substances inflammables dont le débit maximum est fixé à **3 m³/h équivalent**. A noter que l'alimentation en fuel des engins se fait en bord à bord. Sur les 10 dernières années, il a été consommé en 2019 un maximum de :

- 12,5 m³ de gasoil depuis la station de distribution (soit largement moins que le seuil déclaratif de 100 m³ fixé à la rubrique 1435) ;
- 208,5 m³ de fuel pour les engins en bord à bord.

Une ancienne cuve de 40 m³ initialement dévolue pour le Gasoil Non Routier (GNR) est aujourd'hui utilisée à hauteur de 10 m³ pour les eaux de lavage des caisses palettes de biodéchets, les 30 m³ restants ayant été inertés avec du sable.

Concernant la rubrique 2716, seuls les biodéchets déjà déconditionnés sont concernés. Ceux-ci sont stockés au sein de deux bennes de 30 m³ chacune, les plaçant donc sous le seuil déclaratif. Ces bennes sont fermées de façon étanche et positionnées derrière le garage sur une aire étanche.

Enfin, VALSUD se tient à la disposition des autorités compétentes pour jouer pleinement son rôle dans la gestion des déchets produits en cas de situation exceptionnelle, sur la base du quota de réserve de 100 000 tonnes par an à l'échelle régionale prévu (conformément au chapitre 3.4 du fascicule de règle du SRADDET page 190).

Rubrique	Intitulé	Exploitation actuelle		Poursuite d'exploitation	
		Volume concerné	Régime	Volume concerné	Régime
21xx. Activités agricoles, animaux					
ICPE 2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture. Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m³.	Dépôt de compost de 7 500 m³	D	Aucune modification programmée	D
27xx. Déchets					
ICPE 2710-1b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Collecte de déchets dangereux : a) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes.	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente : 5 tonnes	DC	Aucune modification programmée	DC
ICPE 2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Collecte de déchets non dangereux : a) Supérieure ou égale à 100 m³ et inférieure à 300 m³.	Volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation : 290 m³	DC	Aucune modification programmée	DC
ICPE 2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) Supérieur ou égal à 1 000 m³.	Dépôt transitoire de 2 000 balles de matériaux recyclables et valorisables (3 400 m³) Dépôt de végétaux (bois) : 10 000 m³	A (1 km)	Aucune modification programmée	E
ICPE 2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) Supérieur ou égal à 1 000 m³.	Dépôt de biodéchets déjà déconditionnés, dans 2 bennes de 30 m³ chacune	A (1 km)	Précision sur le dépôt : seuls des biodéchets déjà déconditionnés	NC

Rubrique	Intitulé	Exploitation actuelle		Poursuite d'exploitation	
		Volume concerné	Régime	Volume concerné	Régime
27xx. Déchets					
ICPE 2760-2b	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720. 2) Installation de stockage de déchets non dangereux autres que celles mentionnées au 3. b) Autres installations que celles mentionnées au a).	Capacité max. : 2 680 t/jour 250 000 t/an	A (1 km)	Capacité max. : 2 680 t/jour jusqu'à fin février 2022 800 t/jour de mars 2022 à fin 2024 500 t/jour dès 2025 250 000 t/an jusqu'à fin février. 2022 175 000 t/an entre mars 2022 et fin 2024 100 000 t/an à partir de 2025	A (1 km)
ICPE 2780-1a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j.	Compostage de matière végétale ou déchets végétaux : 100 t/j	A (1 km)	Aucune modification programmée	A (1 km)
ICPE 2780-2c	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/jour mais inférieure à 20 t/jour.	Compostage de biodéchets, à l'exclusion de toute autre matière (en particulier boues de STEP interdites). Quantité de matières compostées : < 20 t/jour	D	Aucune modification programmée	D
ICPE 2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2715, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1) Supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyage de bois. Quantité de matière broyée : 250 t/jour	A (2 km)	Aucune modification programmée	A (2 km)

Rubrique	Intitulé	Exploitation actuelle		Poursuite d'exploitation	
		Volume concerné	Régime	Volume concerné	Régime
29xx. Divers					
ICPE 2910-B1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse :</p> <p><i>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW.</i></p>	<p>Torchère et installations de valorisation du biogaz</p> <p>Puissance torchère : 5,0 MWth (non classée)</p> <p>Puissances thermiques moteurs :</p> <p>Moteur 1 : 2,66 MWth</p> <p>Moteurs 2 et 3 : 2,83MWth chacun</p> <p>Puissance totale : 8,32 MWth</p>	NC	<p>Suppression du BGVAP</p> <p>Puissance torchère non intégré au volume</p> <p>Total puissance thermique (classée) : 8,32 MWth</p> <p><u>Demande de bénéfice des droits acquis en cours</u></p>	E
3xxx. Activités IED					
IED 3532 (rubrique principale)*	<p>Valorisation de déchets non dangereux</p> <p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none">- traitement biologique,- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération,- traitement du laitier et des cendres,- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.	<p>Compostage de déchets verts et de biodéchets : 120 t/j.</p>	A (3 km)	<p>Aucune modification programmée</p>	A (3 km)
IED 3540-1	<p>Installation de stockage de déchets</p> <p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3</p> <p>1) Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.</p>	<p>Capacité max. : 2 680 t/jour</p> <p>250 000 t/an</p>	A (3 km)	<p>Capacité max. : 2 680 t/jour jusqu'à fin février 2022</p> <p>800 t/jour de mars 2022 à fin 2024</p> <p>500 t/jour dès 2025</p> <p>250 000 t/an jusqu'à fin février. 2022</p> <p>175 000 t/an entre mars 2022 et fin 2024</p> <p>100 000 t/an à partir de 2025</p>	A (3 km)

NB : (*) Dans la mesure où les installations du site relèvent de la rubrique 3540 (ISDND), qui ne fait pas l'objet de conclusions sur les MTD, mais également de la rubrique 3532 (plateforme de compostage), il convient selon la note ministérielle du 30 décembre 2013 de retenir comme rubrique IED principale la rubrique 3532.

Rubrique	Intitulé	Exploitation actuelle		Poursuite d'exploitation	
		Volume concerné	Régime	Volume concerné	Régime
Loi sur l'eau					
IOTA 1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	3 Piézomètres de surveillance réglementaire des eaux souterraines	D	Création de 2 nouveaux piézomètres	D
IOTA 2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha.	Rejet des eaux pluviales après contrôles réglementaires Surface = 148,4 ha (97 ha de bassin versant intercepté + 51,4 ha de site) Voir Figure suivante.	A	Aucune modification programmée	A

NB : A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôles périodiques ; D : Déclaration. Les rubriques ICPE, IED et IOTA concernant le projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile sont données en vert.

TABLEAU 14 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE ICPE, IED ET IOTA (ETATS ACTUEL ET PROJETE)

SOURCE : AIDA-INERIS, LEGIFRANCE ET VALSUD

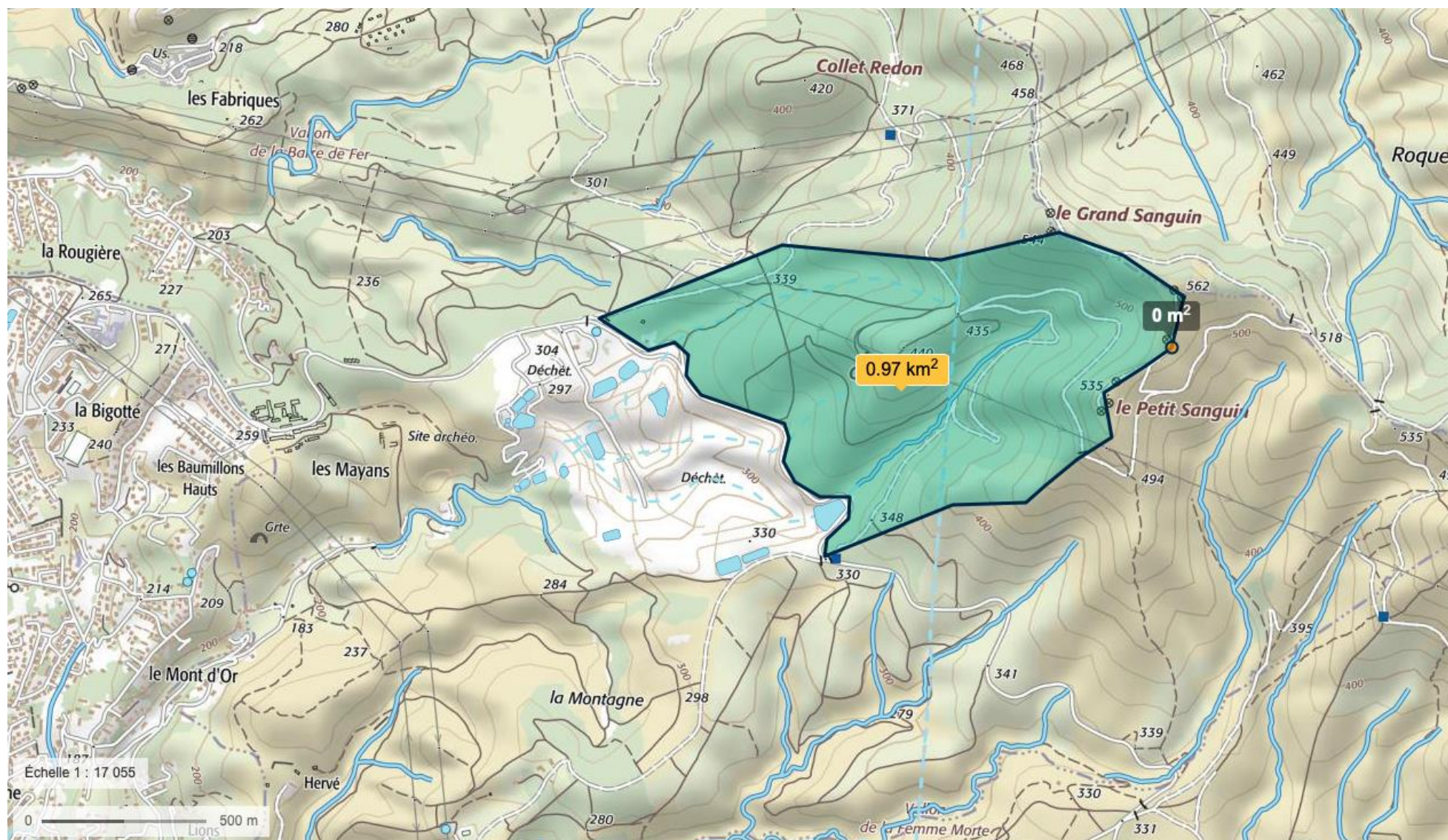


FIGURE 16 : DETERMINATION DU BASSIN VERSANT INTERCEPTE PAR LE SITE (RUBRIQUE IOTA 2.1.5.0)

SOURCES : GEOPORTAIL ET EODD INGENIEURS CONSEILS

10. RAYON D’AFFICHAGE ET COMMUNES CONCERNEES

En corrélation avec les rubriques ICPE et IED concernées par le projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile (cf. § 8.3), le rayon d'affichage à retenir pour l'enquête publique est de **3 km**.

Les **cinq communes** comprises dans ce rayon d'affichage, pour une population légale totale d'environ 923 000 habitants, sont recensées dans le Tableau 15.

Département	Commune	Code postal	Populations légales ⁽¹⁾
Bouches-du-Rhône	Bouc-Bel-Air	13320	14 946
Bouches-du-Rhône	Les-Pennes-Mirabeau	13170	21 321
Bouches-du-Rhône	Marseille	13000	869 815
Bouches-du-Rhône	Septèmes-les-Vallons	13240	11 094
Bouches-du-Rhône	Simiane-Collongue	13109	5 687
TOTAL			922 863

⁽¹⁾ les populations légales millésimées 2017, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, sont calculées conformément aux concepts définis dans le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population, modifié par le décret n°2019-1302 du 5 décembre 2019.

TABLEAU 15 : COMMUNES ET POPULATIONS LEGALES CONCERNEES PAR LE RAYON D’AFFICHAGE

SOURCE : INSEE, 2020

Le rayon d'affichage du projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile est présenté sur la Figure 17. Celui-ci se base sur les limites administratives des communes concernées et non sur le centre de la commune elle-même.



FIGURE 17 : RAYON D’AFFICHAGE DE 3 KM ET COMMUNES CONCERNEES

SOURCE : GEOPORTAIL

11. LIMITE ICPE

11.1 LIMITES ACTUELLE ET FUTURE

VALSUD est autorisé à exploiter son site sur la parcelle n°1390 section A d'une surface totale de 52,7 hectares (cf. Figure 18). Les caractéristiques de cette parcelle sont les suivantes :

- Adresse : Lieu-dit la Montagne, 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS,
- Superficie : 52,7 hectares,
- Propriétaire : Mairie de SEPTEMES-LES-VALLONS.

Cette parcelle, propriété de la commune de Septèmes-les-Vallons, fait l'objet d'un accord et d'un conventionnement (cf. Annexe 4) entre la mairie et VALSUD pour l'exploitation de son site.

Le projet de poursuite d'exploitation du site prend en compte la récente entrée en vigueur du PLUi qui crée une zone A2 en partie Nord-Ouest du site à vocation agricole. Le nouvelle limite ICPE proposée au présent dossier s'adapte donc à cette nouvelle emprise, ce qui conduit à une légère réduction de la surface d'emprise ICPE à 51,4 ha.

Cette limite est dessinée sur la Figure 18.

11.2 PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE

Les objectifs de l'OAP du Vallon d'Oï – Les Mayans tendent à reconvertir une partie du site exploité par VALSUD vers la production d'énergies renouvelables, tout en y poursuivant des activités liées à la gestion et au traitement des déchets, et à valoriser ses abords notamment via la création d'un projet de ferme agricole.

Ces deux projets ne relèvent pas de la présente demande de VALSUD. Il appartiendra à la commune de Septèmes-les-Vallons, lorsque les caractéristiques de ces projets seront précisément définies, de solliciter les autorisations nécessaires. **Ces projets ont néanmoins été pris en compte dans le dossier afin de vérifier leur compatibilité technique et sanitaire vis-à-vis de l'Ecopôle de l'Etoile.**

Dans l'optique de rendre indépendants, notamment en termes de maîtrise foncière, les futurs projets de reconversion du reste de son exploitation, VALSUD souhaite procéder au découpage et au détachement de la parcelle n°1390 section A en 6 zones (cf. Tableau 16 et Figure 19).

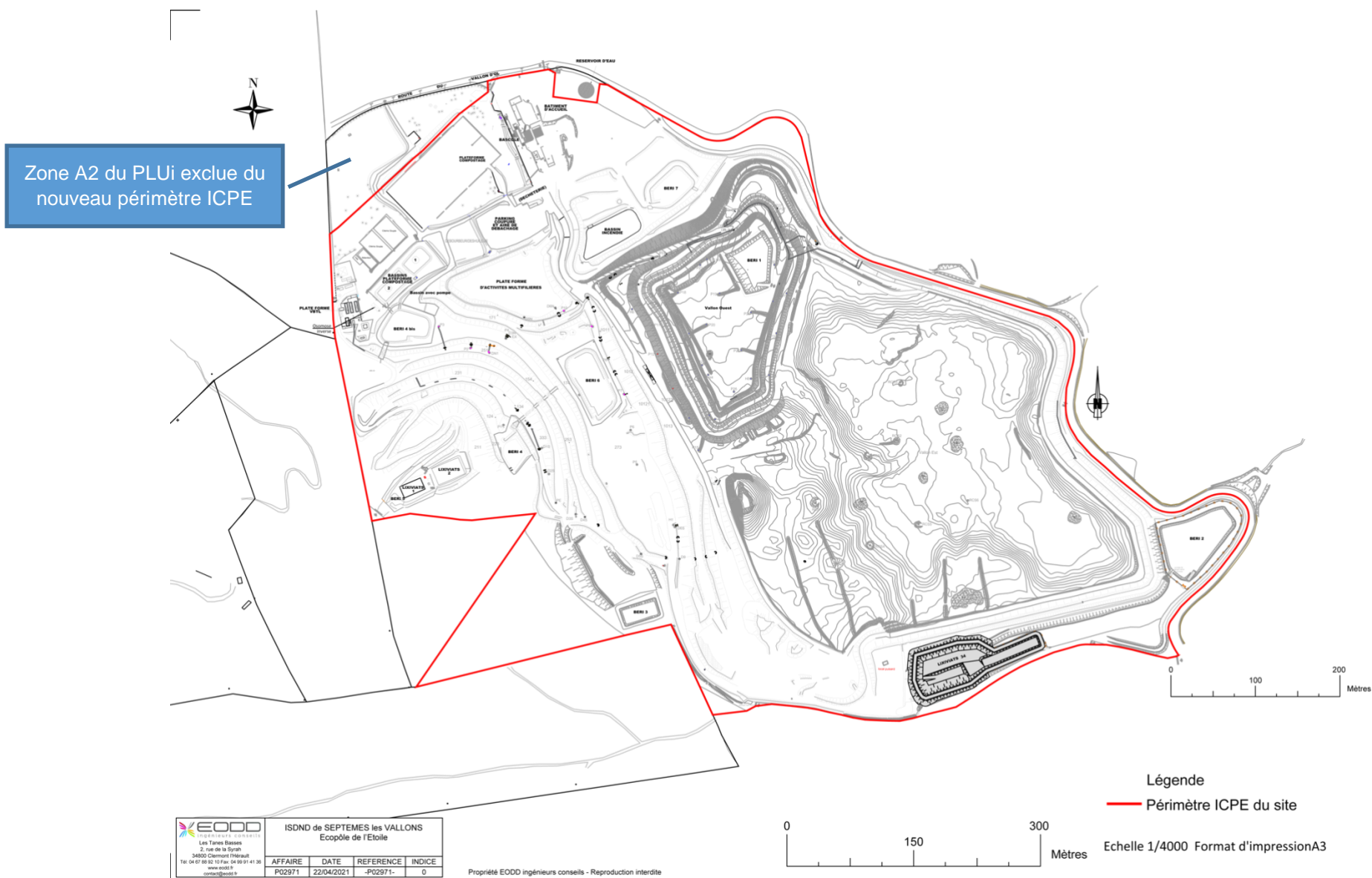


FIGURE 18 : NOUVELLE LIMITE ICPE DU SITE

SOURCES : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

Projet de détachement parcellaire au sein de la parcelle A1390 (52,7 ha) :

Parcelle n°1390 section A		► Zone 1	7 419 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>Sans activité</p> <p><i>Nota : aucune activité n'a été réalisée par VALSUD sur ce secteur destiné à sortir du périmètre ICPE du site. En ce sens, aucun dossier de cessation d'activité ni de remise en état de ce secteur n'est nécessaire.</i></p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Projet de ferme agricole et d'implantation des serres maraîchères (cf. volet n°3 de la présente DAE, le projet technique)</p>	
Parcelle n°1390 section A		► Zone 2	100 142 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>Plateforme de compostage et ses bassins</p> <p>Plateforme VBTL</p> <p>Plateforme multi-filières</p> <p>Bâtiment d'accueil, atelier, déchèterie, aire de regroupement des biodéchets et ressourcerie</p> <p>Bassin d'incendie</p> <p>BERI4bis et BERI7</p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Plateforme de compostage</p> <p>Plateforme VBTL</p> <p>Plateforme multi-filières</p> <p>Bâtiment d'accueil, atelier déchèterie, aire de regroupement des biodéchets et ressourcerie</p> <p>Bassin d'incendie</p> <p>BERI7 et BERI4bis</p>	
Parcelle n°1390 section A		► Zone 3	126 062 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>Casier fermé avant 2009</p> <p>BERI1, BERI4 et BERI6</p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Casier Ouest comblé et couvert en 2009 (cf. volet n°3 de la présente DAE, le projet technique)</p> <p>Projet de parc photovoltaïque (cf. volet n°3 de la présente DAE, le projet technique)</p> <p>BERI1, BERI4 et BERI6</p>	
Parcelle n°1390 section A		► Zone 4	179 944 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>Casier Est en cours d'exploitation</p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Poursuite d'exploitation du casier Est</p>	
Parcelle n°1390 section A		► Zone 5	111 685 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>BERI2, BERI3 et BERI5</p> <p>BLIX1 et BLIX2</p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Projet de parc photovoltaïque (cf. volet n°3 de la présente DAE, le projet technique)</p> <p>BERI2, BERI3 et BERI5</p> <p>BLIX1 et BLIX2</p>	
Parcelle n°1390 section A		► Zone 6	1 783 m ²
<p><u>Activité actuelle</u></p> <p>Réservoir d'eau</p>		<p><u>Activité projetée</u></p> <p>Réservoir d'eau</p>	

TABLEAU 16 : PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE DU SITE

SOURCE : VALSUD

A date de réalisation de la présente DAE, le processus de découpage et de détachement de la parcelle n°1390 section A est en cours. Le futur arrêté préfectoral découlant de la présente DAE devra intégrer ces modifications parcellaires le moment venu.

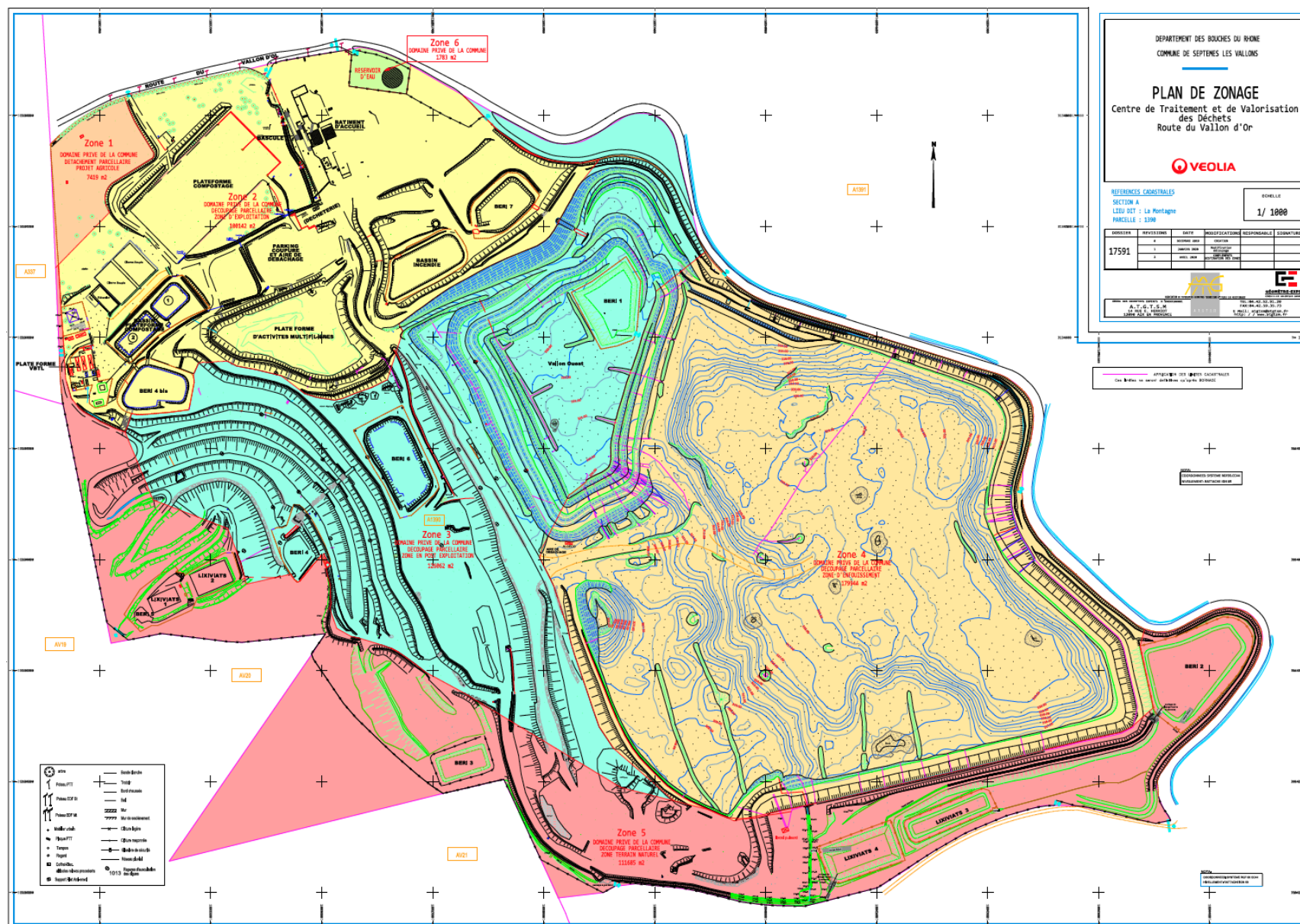


FIGURE 19 : PROJET DE DECOUPAGE ET DE DETACHEMENT PARCELLAIRE

SOURCE : VALSUD

12. BANDES D'ISOLEMENT

Le lecteur pourra également se référer à la pièce n°9 (dossier SUP) pour plus de précisions.

12.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Pour rappel, les ISDND sont réglementées par l'[arrêté ministériel du 15 février 2016](#) relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, découlant des dispositions de la directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 sur les décharges, pour sa partie relative au stockage de déchets non dangereux. **En application de l'article 7 de ce même arrêté, détaillant les exigences d'isolement par rapport aux tiers, le casier de l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile devra se situer à une distance minimale de 200 m de la limite de propriété du site (bande d'isolement de 200 mètres).**

A défaut, les terrains situés entre la limite de propriété et la limite de la bande d'isolement doivent faire l'objet de conventions ou de servitudes, les rendant inconstructibles pendant la durée d'exploitation et la période de suivi du site.

Une **bande d'isolement de 50 mètres** est également instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Dans le cas de l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile, cette bande d'isolement concerne la zone VBTL et les trois bassins de stockage des lixiviats (BLIX1 et BLIX2 existants et BLIX34 à créer) et est intégralement incluse dans la bande d'isolement des 200 mètres.

12.2 BANDES D'ISOLEMENT

12.2.1 PARCELLES

Les parcelles concernées par les bandes d'isolement illustrées ci-après sont recensées dans le Tableau 17 et font toutes l'objet d'un conventionnement entre leurs propriétaires et VALSUD (cf. Annexe 4).

PARCELLES	LIMITE ICPE	BI200 CASIER EN EXPLOITATION	BI200 CASIER POST-EXPLOITATION	BI50 VBTL	
A337			OUI	OUI	
A1390	OUI	OUI	OUI	OUI	
A1391		OUI	OUI		
AV15			OUI		
AV19			OUI	OUI	
AV20			OUI		
AV21		OUI	OUI		
PARCELLES	BI50 BERI 1	BI50 LIXIVIATS 1	BI50 LIXIVIATS 2	BI50 LIXIVIATS 34	BI50 BERI 2
A1390	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
A1391				OUI	OUI
AV19		OUI			
AV20		OUI	OUI		

TABEAU 17 : PARCELLES CONCERNEES PAR LES BANDES D'ISOLEMENT

SOURCE : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS

12.2.2 LIMITES DES BANDES D'ISOLEMENT

La Figure 20 présente les bandes d'isolement des 50 et 200 mètres projetées dans le cadre de la présente DAE. Elles correspondent à une distance de :

- 50 mètres autour de la plateforme VBTL, des BLIX et des BERI1 et BERI2 (actuellement utilisés, de façon temporaire, comme bassins de stockage des lixiviats).
- 200 mètres autour du casier en cours d'exploitation et du casier en post-exploitation.

12.2.3 OCCUPATION DU SOL

L'occupation du sol, des terrains bâtis et des bâtiments compris dans la bande d'isolement générale du site, ainsi que leurs affectations, sont données sur la Figure 21.



FIGURE 20 : BANDES D'ISOLEMENT

SOURCE : VALSUD ET EODD INGENIEURS CONSEILS



FIGURE 21 : OCCUPATION DU SOL ET AFFECTATIONS DES INSTALLATIONS DANS LA BI DES 200 METRES

SOURCES : GEOPORTAIL, VALSUD, ECOMED ET EODD INGENIEURS CONSEILS

13. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRES

La compatibilité du projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile avec les règles d'urbanisme et les documents cadres est donnée dans la quatrième partie du volet n°4 de la présente DAE, l'étude d'impact. Elle a pour objectif de définir la liste des plans, schémas et programmes opposables au projet et de justifier la compatibilité, l'articulation ou la prise en compte, selon les cas, du projet avec ces documents. Elle permet également d'assurer une meilleure intégration du projet face aux exigences urbanistiques ainsi qu'une meilleure prise en compte des orientations locales, régionales ou nationales en matière de préservation des milieux, d'atteinte d'objectifs de qualité de l'eau, de la gestion des déchets, etc.

Seules les compatibilités du projet avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Marseille-Provence et avec l'Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) du Vallon d'OI – Les Mayans, découlant du PLUi, sont rappelées ci-après dans le détail. Les autres principaux documents pris en compte dans le projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile sont synthétisés dans les chapitres suivants et leurs analyses sont données dans le volet n°4, l'étude d'impact :

- Documents d'urbanisme et de servitude,
- Documents cadres relatifs aux déchets et au compostage,
- Documents cadres concernant les risques,
- Documents cadres concernant l'eau.

Il est également à souligner que le dernier Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches du Rhône date de 2013 et n'est aujourd'hui plus en vigueur, les objectifs et mesures des PPA étant fixés pour 5 ans. Ce plan a fait l'objet d'une évaluation en 2018 sur la base de laquelle il a été décidé d'engager sa révision ; à ce jour, le calendrier connu fixait une sortie du nouveau PPA à la fin de l'année 2020.

13.1 DOCUMENTS D'URBANISME ET DE SERVITUDES

Type	Nom	Entrée en vigueur	Durée de validité	Compatibilité
Plan	PLUi de Marseille-Provence	28 janv. 2020	2020-2035	COMPATIBLE
Document	OAP du Vallon d'OI – Les Mayans	28 janv. 2020	2020-2035	COMPATIBLE
Document	SCoT Marseille-Provence-Métropole	29 juin 2012	2016-2022	COMPATIBLE
PLU : Plan Local d'Urbanisme ; PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal ; OAP : Orientation d'Aménagement Programmée ; SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale. Pour rappel, le PLUi de Marseille-Provence prévaut sur le PLU de la commune de Septèmes-les-Vallons.				

TABEAU 18 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET DE SERVITUDES

SOURCES : METROPOLE MARSEILLE-PROVENCE ET MAIRIE DE SEPTÈMES-LES-VALLONS ET VALSUD

13.1.1 CAS DU PLUi de MARSEILLE-METROPOLE

Entré en vigueur le 28 janvier 2020, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Marseille-Provence fixe les règles d'utilisation du sol, de constructibilité pour l'ensemble du territoire Marseille-Provence. Ainsi, ce premier document d'urbanisme à l'échelle de la Métropole concerne 18 communes, dont Septèmes-les-Vallons, et vient ainsi simplifier les règles d'urbanisme en vigueur qui étaient jusque-là régi par 5 Plans d'Occupations des Sols (POS) et 13 Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

L'Ecopôle de l'Etoile étant déjà compatible avec le PLU de la commune (aujourd'hui remplacé par le PLUi), il demeure compatible avec le PLUi. En effet, ce dernier ne modifie pas les règles s'appliquant à l'Ecopôle de l'Etoile.

D'après la cartographie en Figure 23 ainsi que le règlement du PLUi, l'Ecopôle de l'Etoile est localisé en **zone naturelle « N »** et plus précisément en **zone « Ne »** correspondant à « *une zone couvrant notamment des **sites naturels devant faire l'objet d'une réhabilitation** (ancienne carrière par exemple) ou faisant l'objet d'une exploitation particulière liée à la gestion de l'environnement (enfouissement de déchets, productions d'énergie, ...)* ».

Il est également à noter que la limite ICPE Nord-Ouest du site est localisée à proximité immédiate d'un **zonage agricole « A »** et plus précisément d'une **zone « A2 »** correspondant à une zone de développement des « *secteurs agricoles du territoire, notamment en plaine, dans lesquelles l'activité agricole est parfois contrainte par un mitage de l'espace. Dans ces zones, l'objectif consiste à concilier développement de l'activité agricole avec la lutte contre le mitage. Les constructions nécessaires aux exploitations agricoles sont donc permises mais elles doivent répondre à certaines exigences, notamment en termes d'implantation.* ». A noter que cette nouvelle zone A2 génère une légère réduction de l'emprise ICPE de l'ordre de 1,3 hectare.

En zone « Ne », les articles 1o et 1p du règlement du PLUi stipulent que « *sont admis les affouillements et exhaussements du sol d'une hauteur de plus de 2 mètres et d'une surface de plus de 100 m² à condition qu'ils soient nécessaires à la réhabilitation ou renaturation de sites, notamment d'anciennes carrières ou décharges et/ou à l'**exploitation de sites dédiés au stockage de déchets**. Les affouillements et exhaussements du sol d'une dimension inférieure sont autorisés sans condition.* » et « *nonobstant l'article 1b, sont admises les **installations de production d'énergie renouvelable** (solaire implanté au sol, éolien, biogaz...).* ».

En zone « A2 », les articles 1f et 1i du PLUi stipulent que « *sont admises les constructions de la sous-destination « **Exploitation agricole*** » à condition qu'elles soient nécessaires à l'exploitation agricole et qu'elles soient implantées sur un terrain déjà bâti ou sur un terrain non bâti s'il s'agit d'une nouvelle exploitation ou si un exploitant dispose de bâtiments d'exploitation sur un site trop éloignés des terrains concernés* » et « *Sont admises les **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** à condition qu'elles soient nécessaires à l'exploitation agricole.* ».

Le projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile **est donc compatible** avec :

- Les zonages « N » et « Ne » qui autorisent explicitement l'exploitation du site et des installations de production d'énergie renouvelable (plateforme VBTL, projet de centrale photovoltaïque et projet d'injection de biométhane dans le réseau GRDF – pour mémoire, la présente DAE ne porte pas sur ces deux derniers projets),
- Les zonages « A » et « A2 » qui autorisent explicitement le projet de ferme agricole (pour mémoire, la présente DAE ne porte pas sur ce projet agricole, situé en outre à l'extérieur du futur périmètre ICPE).

NB : le nouveau zonage A2 modifie légèrement la limite ICPE du site dans son angle Nord-Ouest, amputant d'environ 1,3 ha l'emprise de la parcelle A1390 accueillant l'Ecopôle de l'Etoile. C'est bien cette nouvelle limite qui a été prise en compte dans la présente DAE.

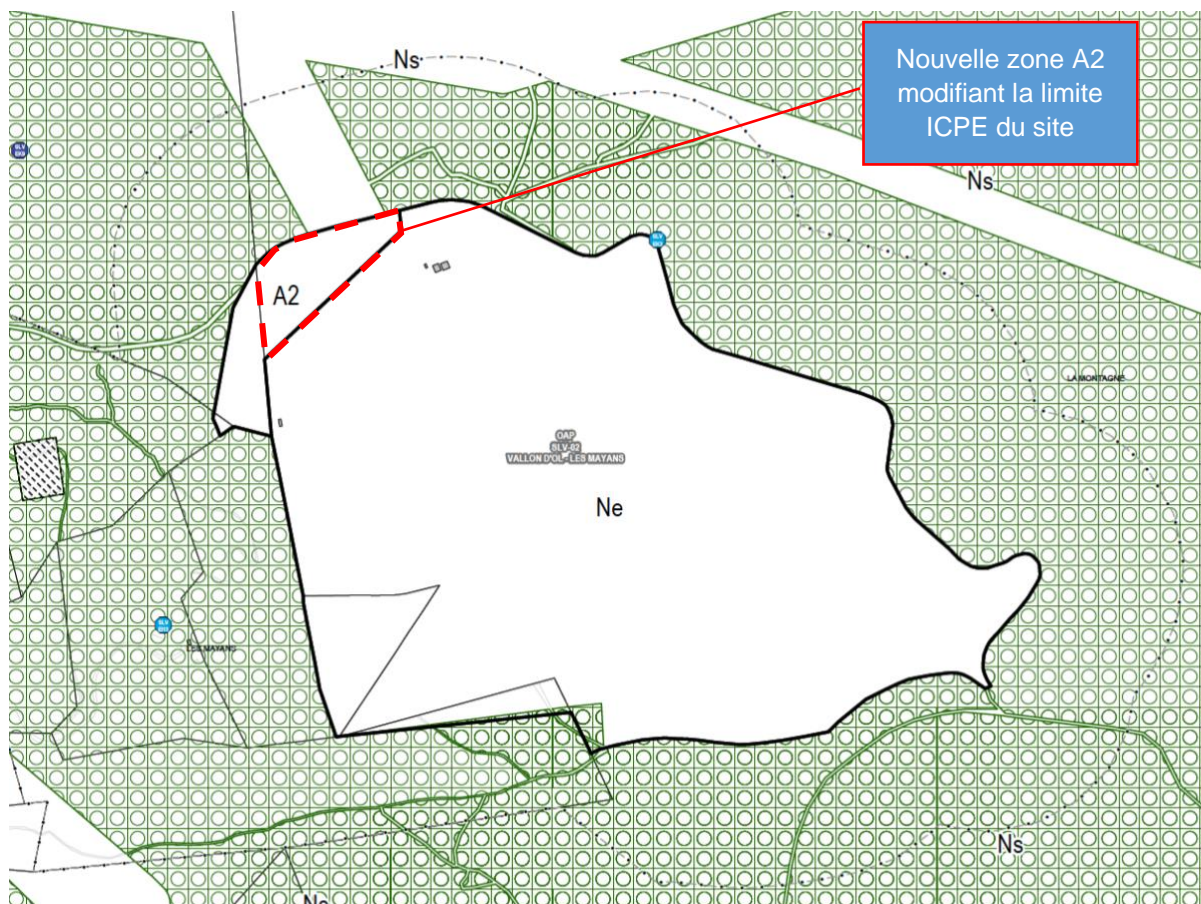
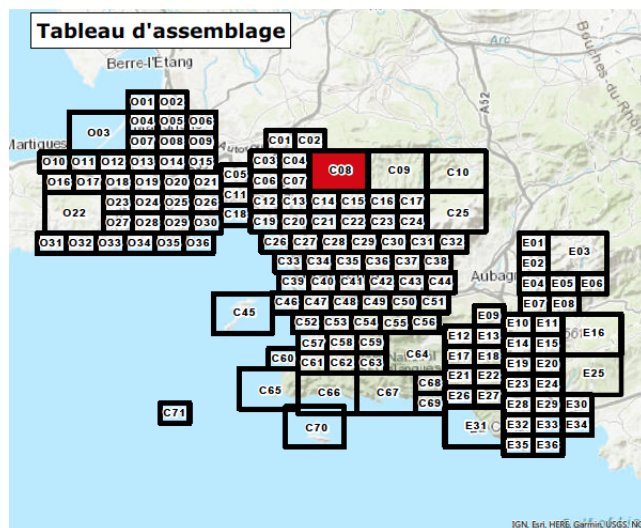


FIGURE 22 : ZONE A2 DU PLUI MODIFIANT LA LIMITE ICPE

SOURCE : PLUI DE MARSEILLE-METROPOLE

MARSEILLE, SEPTEMES-LES-VALLONS



Urbanisme

URBANISME

- Limite de zone
- Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle
- Planche de détail
- Polygone Constructible

**EMPLACEMENTS
RÉSERVES**

- Code Commune
- Code Nomenclature
- Emplacement réservé pour voirie
- Autre emplacement réservé
- Servitude pré-localisation pour équipement

**PRESCRIPTIONS DE
HAUTEUR**

- Sur les deux côtés d'un axe
- Sur un côté d'un axe
- Sur un secteur
- Prescription de vue

**PRESCRIPTIONS
D'IMPLANTATION**

- Implantation imposée
- Marge de recul
- Marge réglementaire "entrée de ville"
- Polygone d'implantation

**MIXITES SOCIALES ET
FONCTIONNELLES**

- Secteur de mixité sociale
- Linéaire commercial
- Polarité commerciale
- Pôle de vie

DIVERS

- Servitude d'attente d'un projet
- Bâtiment pouvant changer de destination
- Secteur de richesse du sol ou sous-sol

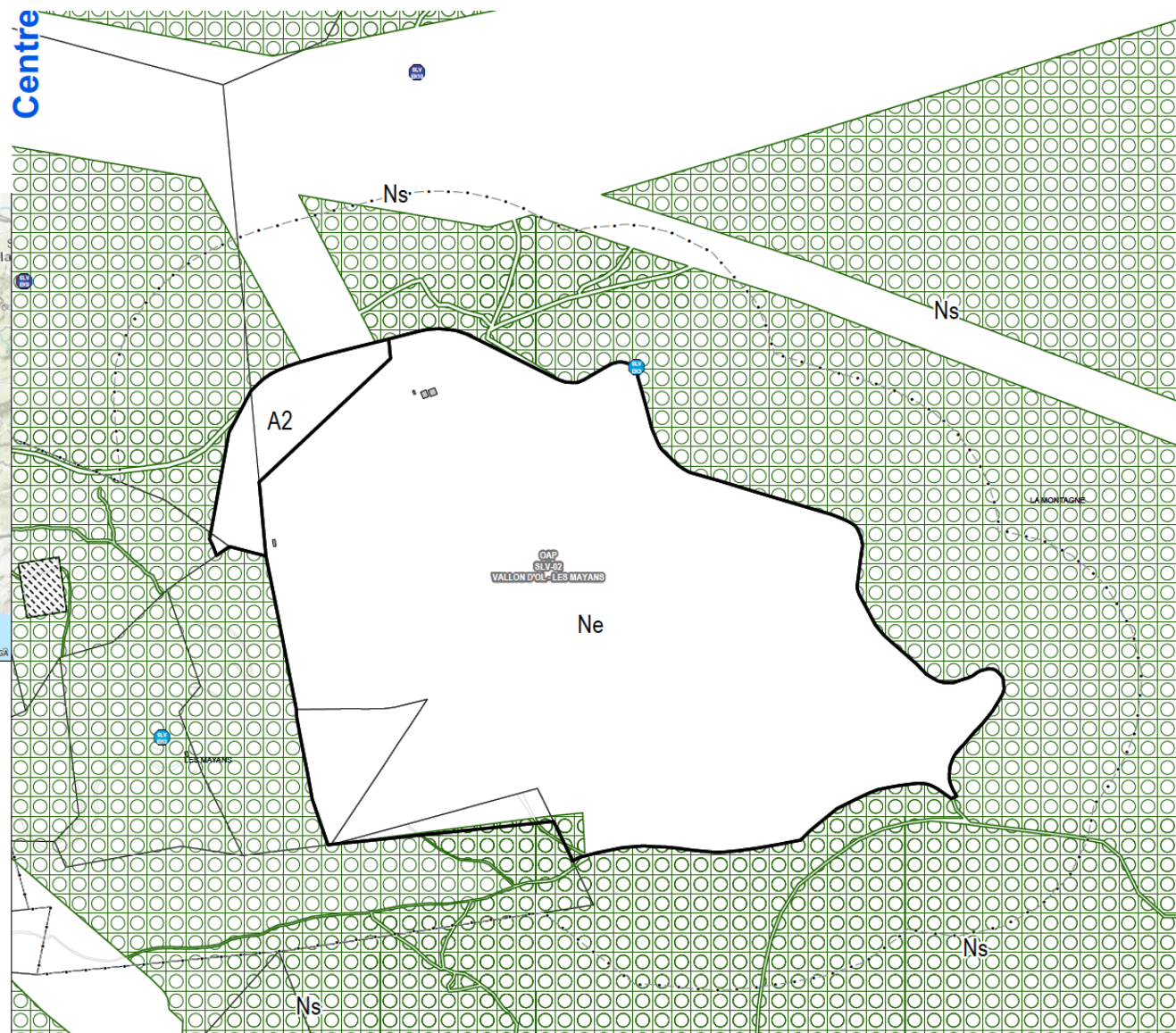


FIGURE 23 : ZONAGE DU PLUI DE MARSEILLE-PROVENCE AU DROIT DU SITE

SOURCE : PLUI DE MARSEILLE-METROPOLE

13.1.2 CAS DE L'OAP SECTORIELLE DU VALLON D'OL – LES MAYANS

Les OAP sectorielles ont été définies sur des secteurs de renouvellement ou de développement stratégiques pour la réalisation des objectifs de la métropole Marseille-Provence. Elles s'inscrivent dans une logique de complément au règlement du PLUi et peuvent imposer des règles plus restrictives mais pas plus permissives que le règlement écrit et graphique. Ainsi, la commune de Septèmes-les-Vallons est concernée par 2 OAP sectorielles : l'OAP du Centre-ville – Gare et l'OAP du Vallon d'OI – Les Mayans.

L'Orientaion d'Aménagement et de Programmation (OAP) du Vallon d'OI – Les Mayans couvre environ 162 hectares au sein du massif de l'Etoile (cf. Figure 24). Il est occupé en son centre, sur environ 53 hectares par l'Ecopôle de l'Etoile (site n°1) et à l'Ouest par l'Oppidum des Mayans et le hameau fantôme (site n°2) ainsi que les ruines de l'ancienne exploitation agricole (site n°3).

Ses objectifs sont notamment de reconverter une partie du site exploité par VALSUD vers la production d'énergies renouvelables, tout en y poursuivant des activités liées à la gestion et au traitement des déchets, et à valoriser ses abords (réimplantation d'un projet agricole, amélioration des accès au massif et renaturation du glaciair autour puits au sein même du site encore exploité).

Celui-ci vise donc :

- Développer un site de production d'énergies renouvelables, en lien avec la valorisation actuelle du biogaz et la future implantation d'un parc photovoltaïque,
- Maintenir sur place quelques activités en lien avec le stockage (sur environ 20 hectares, le temps de l'exploitation du site) et la valorisation des déchets (déchèterie, ressourcerie et PAM),
- Implanter une activité de sylvo-pastoralisme sur le site autour des ruines de l'exploitation agricole,
- Développer un projet d'agriculture sous serre, dans le sol ou hors-sols en fonction des résultats d'une étude agronomique, bénéficiant d'un réseau de chaleur,
- Faciliter et améliorer la lisibilité de l'accès à vocation de tourisme et de loisirs au massif de l'Etoile depuis le site des Mayans (cheminement piéton, parking, affichage pédagogique, etc.),
- Valoriser et mieux protéger l'Oppidum celto-ligure des Mayans, classé monument historique,
- Réhabiliter par un retour à un zonage naturel strict les 20 hectares du site faisant encore l'objet d'une activité de stockage.

La compatibilité du projet de poursuite d'exploitation avec les différentes dispositions de l'OAP du Vallon d'OI – Les Mayans est donnée dans le Tableau 19.

Légende

- ÉLÉMENTS DE CONTEXTE**
- site 1 (cf texte)
 - noyau villageois
 - équipement existant
 - élément important de composition urbaine (bâti, non bâti, paysage, etc...)
 - voie ferrée
 - cours d'eau
 - boulevard urbain multimodal
 - zone d'aménagement concerté
 - servitude liée au transport de gaz
- AFFECTATIONS À CONFORTEUR OU À CRÉER**
- mixité fonctionnelle à dominante économique
 - activité liée aux déchets
 - activité agricole
 - production d'énergies renouvelables
 - phase 1 : mixité fonctionnelle à dominante économique
 - phase 2 : espace de paysage à réhabiliter
- PRINCIPES DE COMPOSITION URBAINE**
- mise en valeur d'élément de composition urbaine (bâti, non bâti, paysage, etc...)
- TRAITEMENT DES ESPACES PUBLICS OU COLLECTIFS**
- flux, carrefour à organiser
 - principe de liaison structurante à créer
 - principe de liaison à créer
 - principe de raccordement à créer
 - principe de raccordement à créer / tracé à préciser
 - principe d'accès
 - zone de circulation apaisée (priorité piéton, traitement des voies...)
 - principe de liaison douce (piétons, cycles...) à créer/conforter
 - principe de liaison douce (piétons, cycles...) à créer/conforter / tracé à préciser
 - espace public à créer / requalifier (place)
 - mail paysager à créer ou conforter
 - principe de localisation d'aires de stationnement
- STRUCTURATION PAR LES ESPACES PAYSAGERS OU NATURELS**
- alignement d'arbres à compléter ou à créer
 - espace de paysage à conserver ou améliorer
 - espace de loisir à créer, conserver ou améliorer
 - aménagement paysager existant ou à créer (places, jardins, squares...)
 - principe de localisation d'aires paysagères de stationnement

PRINCIPES D'ÉVOLUTION URBAINE

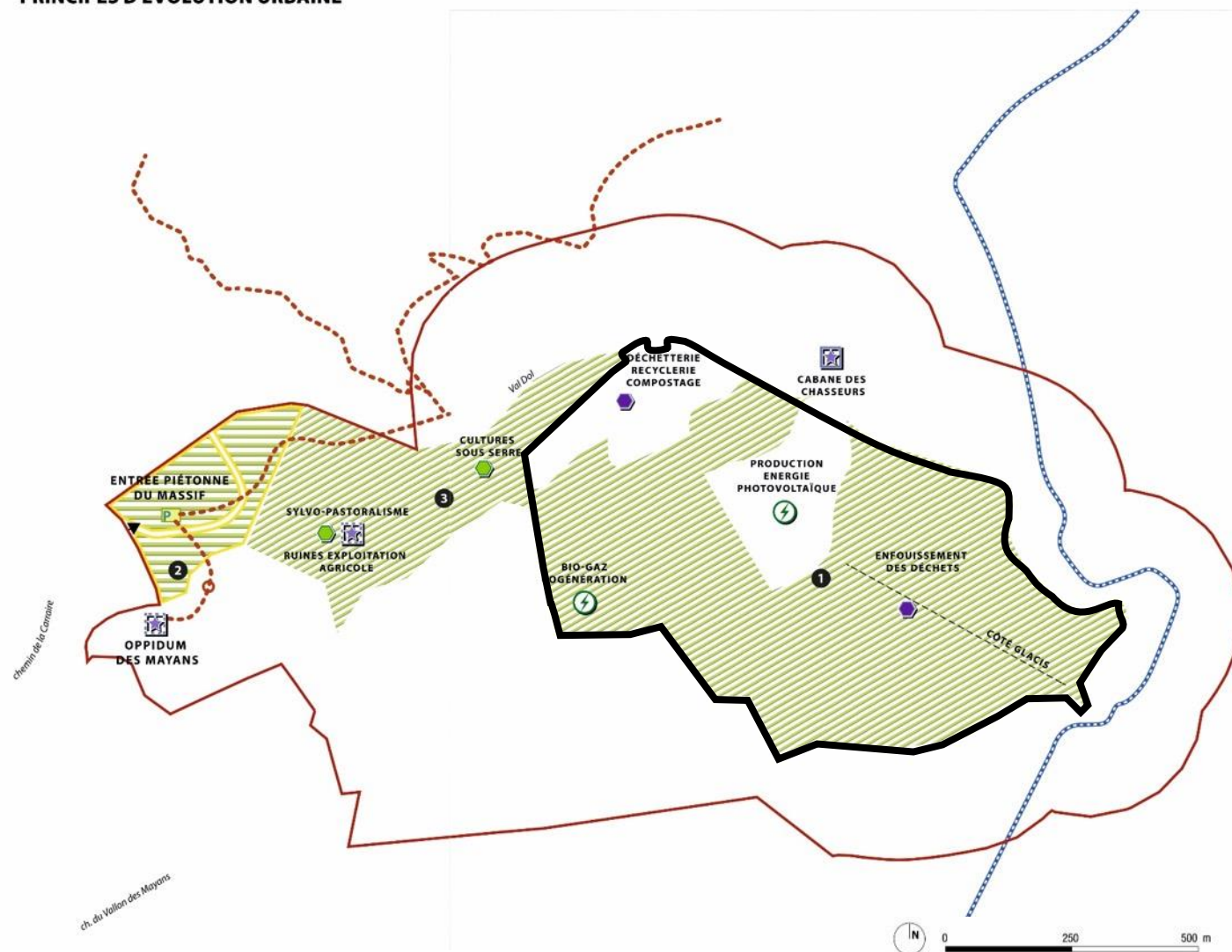


FIGURE 24 : PRINCIPES D'ÉVOLUTION URBAINE ASSOCIÉS À L'OAP VALLON D'OL – LES MAYANS

SOURCE : OAP J.18 SEPTÈMES-LES-VALLONS

SITE	DISPOSITION	COMPATIBILITE	DESCRIPTION
N°1	Maintenir une activité d'enfouissement sur 20 hectares le temps de l'exploitation du site.	OUI	Projet de poursuite d'exploitation sur une emprise de stockage initialement autorisée et correspondant à une surface de 18 hectares.
N°1	Installer sur une partie du site (14 hectares) des panneaux photovoltaïques dès que possible.	OUI	Projet de centrale photovoltaïque (non porté par VALSUD et sans lien direct avec les activités du site) sur les terrains localisés au droit du casier Ouest fermé depuis 2009 et sur des terrains compatibles et non concernés par l'activité de stockage des déchets.
N°1	Conserver sur le site un espace dédié à la valorisation des déchets (déchèterie, recyclerie et compostage).	OUI	Projet de poursuite d'exploitation basé sur le maintien des activités en lien avec la plateforme de compostage, la déchèterie, la plateforme d'activités multi-filières et la ressource.
N°2	Aménager une aire d'accueil à vocation de loisirs et de tourisme (parking, petit immobilier, affichage pédagogique, etc.).	NC	En dehors des limites ICPE de l'Ecopôle de l'Etoile.
N°2	Protéger et mettre en valeur l'Oppidum des Mayans.	OUI	Projet de poursuite d'exploitation basé sur un réaménagement final et une intégration paysagère prenant en compte la présence de l'Oppidum des Mayans (voir étude paysagère réalisée par APIC).
N°2	Créer un cheminement piéton jusqu'à l'Oppidum si les conditions le permettent.	NC	En dehors des limites ICPE de l'Ecopôle de l'Etoile.
N°2	Valoriser les départs de sentiers vers le cœur de massif.	NC	En dehors des limites ICPE de l'Ecopôle de l'Etoile.
N°3	Ré-implanter une activité de sylvo-pastoralisme sur le site par la culture d'olivier et/ou d'amandiers autour des ruines de l'exploitation agricole.	NC	En dehors des limites ICPE de l'Ecopôle de l'Etoile.
N°3	Développer un projet d'agriculture sous serre, sur 1 hectare, en lien avec le réseau de chaleur.	OUI	Projet d'implantation d'une activité agricole (serres, plein champ, pépinières, ...), non porté par VALSUD et sans lien direct avec les activités du site, à proximité de la plateforme VBTL et intégrant la possibilité d'utiliser le biogaz issu de l'Ecopôle de l'Etoile pour chauffer d'éventuelles serres.
N°3	Réhabiliter et réaffecter les ruines de l'exploitation à l'activité agricole.	NC	En dehors des limites ICPE de l'Ecopôle de l'Etoile.
N°1 à N°3	Veiller à la bonne intégration paysagère des futurs aménagements, notamment des panneaux photovoltaïques, cultures sous serres et espace de stationnement.	OUI	Projet de poursuite d'exploitation basé sur un réaménagement final et une intégration paysagère prenant en compte les projets de centrale photovoltaïque et de ferme agricole.
N°1 à N°3	Restaurer le glacié végétal Nord du site d'enfouissement de déchets à l'issue de son temps d'exploitation par la plantation d'essences adaptées à cette exposition.	OUI	Projet de poursuite d'exploitation basé sur une intégration paysagère prenant en compte des objectifs paysagers à mettre en œuvre par VALSUD : reconquête végétale du site, préconisations paysagères, choix et répartition des palettes végétale, etc. (voir étude paysagère réalisée par APIC).

TABLEAU 19 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DISPOSITIONS DE L'OAP DU VALLON D'OL – LES MAYANS

SOURCES : OAP J. 18 SEPTEMES-LES-VALLONS ET VALSUD

13.2 DOCUMENTS CADRES RELATIFS AUX DECHETS

L'analyse de la compatibilité du projet avec ces documents est réalisée dans l'étude d'impact environnementale (pièce n°4 de la DAE).

Type	Nom	Entrée en vigueur	Durée de validité	Compatibilité
Arrêté ministériel	AM du 22 avril 2008	22 avril 2008	-	COMPATIBLE
Arrêté ministériel	AM du 26 mars 2012	26 mars 2012	-	COMPATIBLE
Arrêté ministériel	AM du 15 février 2016	01 juillet 2016	-	COMPATIBLE
Arrêté ministériel	AM du 06 juin 2018	06 juin 2018	-	COMPATIBLE
Arrêté ministériel	AM du 03 août 2018	03 août 2018	-	COMPATIBLE
Loi	Grenelle I	3 août 2009	-	COMPATIBLE
Loi	Grenelle II	12 juillet 2010	-	COMPATIBLE
Loi	LTECV	17 août 2015	-	COMPATIBLE
Loi	Loi AGECE	10 fév. 2020	-	COMPATIBLE
Plan	PNPPD	1 ^{er} jan. 2004	2004-2013	NON CONCERNE
Plan	PNGD	Octobre 2019	-	COMPATIBLE
Plan	PRPGD région Sud-PACA ⁹	26 juin 2019	-	COMPATIBLE

LTECV : Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte ; AGECE : Loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire ; PNPPD : Plan National de Prévention de la Production des Déchets ; PNGD : Plan National de Prévention des Déchets ; PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

TABEAU 20 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES RELATIFS AUX DECHETS

13.3 DOCUMENTS CADRES CONCERNANT LES RISQUES

L'analyse de la compatibilité du projet avec ces documents est réalisée dans l'étude d'impact environnementale (pièce n°4 de la DAE).

Type	Nom	Entrée en vigueur	Durée de validité	Compatibilité
Plan	PGRI du bassin Rhône-Méditerranée	7 déc. 2015	2016-2021	COMPATIBLE
Plan	PPR Mouvements de terrain et retrait – gonflement des argiles	14 avril 2014	-	COMPATIBLE
Plan	PPR inondation	30 oct. 2000	-	COMPATIBLE
Plan	PDFCI des Bouches-du-Rhône	14 mai 2009	2009-2019	COMPATIBLE
Document	DDRM des Bouches-du-Rhône	2015		COMPATIBLE

PGRI : Plan de Gestion des Risques d'Inondation ; PPR : Plan de Prévention des Risques ; DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs ; PDFCI : Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie.

TABEAU 21 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES CONCERNANT LES RISQUES

SOURCES : PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE, MAIRIE DE SEPTEMES-LES-VALLONS ET VALSUD

⁹ Dorénavant intégré dans le SRADDET.

13.4 DOCUMENTS CADRES CONCERNANT L'EAU

La compatibilité du projet de poursuite d'exploitation de l'Ecopôle de l'Etoile avec les documents cadres concernant l'eau a été réalisée en recensant l'ensemble des documents élaborés au niveau départemental (cf. Tableau 22).

L'analyse s'est ensuite portée sur les documents dont les cours d'eaux visés se trouvent à proximité du site (en vert dans le tableau ci-dessous). Les autres documents n'ont pas fait l'objet d'une analyse en raison d'une distance trop importante avec le site ou d'une durée de validité dépassée.

Type	Nom	Entrée en vigueur	Durée de validité	Compatibilité
Contrat de rivière	Arc Provençal	1984	1984-1988	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Arc Provençal (2 ^{ème} contrat)	3 nov. 2011	2011-2016	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Arc Provençal (3 ^{ème} contrat)	Emergence	-	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Cadière et étang de Bolmon	6 nov. 2003	2003-2008	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Delta de la Camargue	16 nov. 2012	2012-2020	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Etang de Berre	16 mai 2013	2013-2019	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Huveaune	28 oct. 2015	2016-2021	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Métropole Marseillaise	29 oct. 2015	2015-2021	COMPATIBLE ⁽¹⁾
Contrat de rivière	Nappe de Crau	30 jan. 2017	2016-2021	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Touloubre et affluents	2005	2005-2010	NON CONCERNE
Contrat de rivière	Val de Durance	20 nov. 2008	2008-2017	NON CONCERNE
SAGE	Bassin versant de l'Arc	13 mars 2014	En vigueur	NON CONCERNE
SAGE	Bassin versant du Verdon	13 oct. 2014	En vigueur	NON CONCERNE
SDAGE	Rhône-Méditerranée	21 déc. 2015	2016-2021	COMPATIBLE ⁽¹⁾
SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ; SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux				

⁽¹⁾ Voir analyses détaillées de compatibilité jointes en annexes du volet n°4 de la présente DAE, l'étude d'impact.

TABLEAU 22 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRE CONCERNANT L'EAU

SOURCES : GEST'EAU ET VALSUD

14. GARANTIES FINANCIERES

14.1 REGLEMENTATION

Les **garanties financières** correspondent à des fonds permettant de faire face dans certains cas de figure problématiques, ceci afin d'éviter que des travaux importants ne restent à la charge de la collectivité publique. Celles-ci seront destinées au paiement, par les autorités administratives, des dépenses liées à la surveillance des sites, aux interventions éventuelles en cas d'accident ou de pollution et à la remise en état du site après exploitation.

Une caution bancaire sera mise en œuvre par VALSUD.

14.2 CAS DES ISDND

14.2.1 CADRE REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIQUE

Le code de l'Environnement ([article R 516-1](#), modifié par [Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017](#)) précise que l'exploitation de certaines catégories d'installations, dont les ISDND, est subordonnée à la mise en place de garanties financières. Celles-ci portent sur les trois postes suivants :

- **La surveillance du site**, et notamment le suivi long terme des casiers, d'une durée réglementaire de 25 ans, prolongée de 5 ans si nécessaire. Sont compris dans ce poste, le traitement du biogaz et des lixiviats, la réalisation des campagnes d'analyse, l'entretien du site et du matériel,
- **Les interventions en cas d'incident**. Ce poste n'est mobilisé qu'en cas d'incident. Le montant est calculé en retenant le scénario d'accident le plus probable vis-à-vis de la configuration du site et de son environnement. Il doit permettre la remise en état du site, mais ne couvre pas d'éventuelles indemnités à un tiers.
- **La remise en état du site après exploitation**, mobilisé pour permettre le réaménagement du site à la suite de l'arrêt d'exploitation.

La durée de la période de suivi postérieure à l'exploitation commerciale est fonction des effets potentiels de l'installation sur l'environnement. Pour les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés biodégradables, la durée de cette période est réglementairement fixée à un **minimum de vingt-cinq ans**.

L'évaluation du montant des garanties financières peut se faire sous la base d'une approche forfaitaire détaillée ou sur la base d'une approche forfaitaire globalisée.

Pour les installations dont **la capacité annuelle est inférieure ou égale à 250 000 tonnes**, l'exploitant peut évaluer le montant de ses garanties financières en fonction de l'une ou l'autre des méthodes exposées ci-dessus (approche forfaitaire détaillée ou globalisée). En aucun cas, le montant de ces garanties ne peut être inférieur à 381 123 € TTC.

La capacité future de l'ISDND étant inférieure à 250 000 tonnes par an, la méthode forfaitaire globalisée a été retenue pour la détermination des garanties financières.

14.2.2 METHODE FORFAITAIRE GLOBALISEE

L'Annexe 1 présente les formules de calcul de la méthode forfaitaire globalisée, les données d'entrée utilisées et les résultats obtenus dans le calcul du montant global des garanties financières, avant et après application de l'actualisation du montant des garanties financières conformément à l'[arrêté du 31 mai 2012](#), s'appliquant à l'ISDND de l'Ecopôle de l'Etoile.

14.3 ACTIVITES AUTRES QUE L'ISDND

Le détail du calcul des garanties financières des activités autres que l'ISDND est présenté en Annexe 1.

ANNEXE 1

CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES

SOURCES : VALSUD ET EODD

DATE D'EMISSION : 2021

Calcul des GF pour l'ISDND :

ISDND DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE

EVALUATION DES GARANTIES FINANCIERES SUR LA BASE D'UNE APPROCHE FORFAITAIRE GLOBALISEE

Mode de calcul des garanties financières

Période d'exploitation :

$$GF (MF HT) = t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10000) + 1,5$$

t = tonnage annuel autorisé par arrêté préfectoral

Période suivi long terme :

n+1 à n+5 : -25%

n+6 à n+15 : -25%

n+16 à n+25 : -1% par an

n = année d'arrêt d'exploitation

Détermination du tonnage à prendre en compte

Tonnage demandé :	100 000 à 175 000	Tonnes
Capacité retenue pour calcul :	175 000	Tonnes
Année d'arrêt d'exploitation :	2039	=n (2037 + 2 ans pour réaménagement)

Calcul de la garantie financière de référence

GF r (MF HT) =	19,4375
GF r (F HT) =	19 437 500,00
GF r (€ HT) =	2 963 227,77
GF r (€ TTC) =	3 544 020,42

Actualisation du montant de la garantie financière

TP01 r	419,6	1999
TP01 n	726,6	janv-21
TVA r	20,6%	1999
TVA n	20,0%	janv-21
GF r (€ HT) =	2 963 228	
GF n (€ HT) =	5 105 998	
T.V.A. =	1 021 200	
GF n (€ TTC) =	6 127 198	

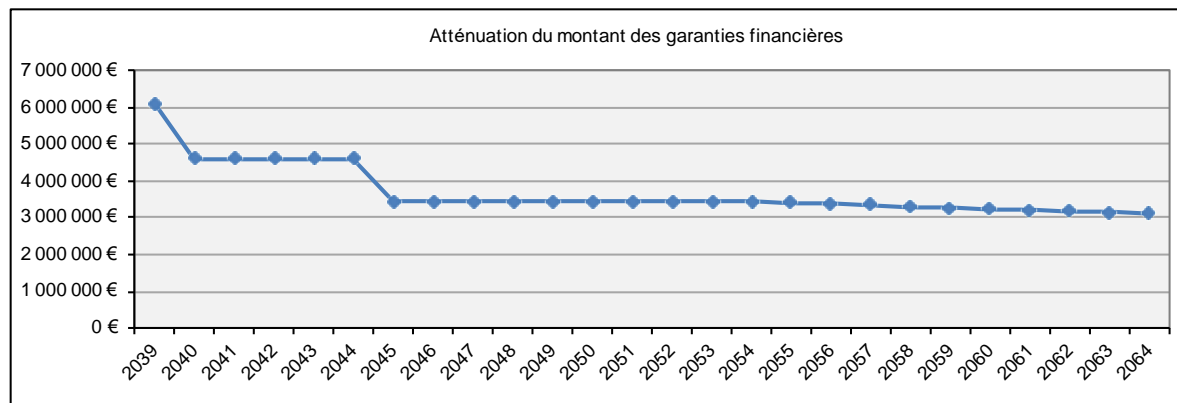
Atténuation des GF pour l'ISDND :

ISDND DE L'ECOPOLE DE L'ETOILE

EVALUATION DES GARANTIES FINANCIERES SUR LA BASE D'UNE APPROCHE FORFAITAIRE GLOBALISEE

Atténuation du montant de la garantie financière en période de suivi long terme

	Année	Cauti
Période d'exploitation	2039	6 127 198 €
n+1 à n+5	2040	4 595 398 €
	2041	4 595 398 €
	2042	4 595 398 €
	2043	4 595 398 €
	2044	4 595 398 €
	2045	4 595 398 €
n+6 à n+15	2046	3 446 549 €
	2047	3 446 549 €
	2048	3 446 549 €
	2049	3 446 549 €
	2050	3 446 549 €
	2051	3 446 549 €
	2052	3 446 549 €
	2053	3 446 549 €
	2054	3 446 549 €
	2055	3 412 083 €
n+16 à n+25	2056	3 377 962 €
	2057	3 344 183 €
	2058	3 310 741 €
	2059	3 277 633 €
	2060	3 244 857 €
	2061	3 212 409 €
	2062	3 180 285 €
	2063	3 148 482 €
	2064	3 116 997 €



Calcul des GF pour les activités autres que l'ISDND :

Me : GESTION DES PRODUITS DANGEREUX ET DES DECHETS

Pour mémoire, seuls les déchets liés aux activités 2714 et 2791 sont retenus, conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement.

La rubrique 2910-B doit être visée lorsque la puissance maximale de l'installation est supérieure à 20 MW, mais à l'exclusion des installations de combustion de biogaz, qui ne sont pas soumises aux garanties financières. La torchère et les moteurs sont des installations de combustion de biogaz et en outre leur puissance maximale cumulée est de 8.32 MW donc inférieure au seuil de 20 MW. Au vu de ces éléments, le calcul des garanties financières ne doit pas prendre en compte la rubrique 2910-B.

Il n'y a pas d'activité de transit de déchets dangereux ou de DEEE sur site et, par conséquent, aucun classement ICPE à ce niveau. Concernant les déchets dangereux issus de l'entretien et de la maintenance des engins, ces équipements sont en full-service, les intervenants reprennent les déchets produits lors de ces opérations.

Les volumes retenus correspondent aux volumes indiqués dans le tableau des rubriques du dossier.

Seuls les déchets relevant des rubriques 2714 et 2791, pour le seuil de l'autorisation et de l'enregistrement soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, ont été retenus.

A ce titre, les andains et les biodéchets de la plateforme de compostage soumis aux rubriques 2780 1a et 2780 2b n'ont pas été retenus car la rubrique 2780 n'est pas soumise à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement (cf. annexes I et II).

Il en est de même pour les biodéchets conditionnés qui font l'objet d'une étape de regroupement sur Septèmes les Vallons avant leur expédition sur un site de traitement autorisé. Le volume de cette activité est inférieur à 100 m³, par conséquent cette activité n'est pas classée au titre de la rubrique 2716. Comme indiqué dans l'arrêté du 31 mai 2012, seule la rubrique 2716 soumise à enregistrement doit être prise en compte, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Concernant les densités de déchets retenues, celle pour les balles de CSR provient du retour d'expérience interne sur l'installation de VALAZUR de Nice ; celle pour le bois provient de retours d'expérience internes sur des activités similaires.

Sur les réceptions, les camions de bois brut font entre 3 et 4 t pour des bennes de 30 m³ soit une densité d'environ 0.15.

Sur les expéditions, les camions de bois broyé font entre 20 et 22 t pour des remorques de 100 m³ (expéditions en semi) soit une densité d'environ 0.2.

Pour le calcul des garanties financières, il a été retenu la densité la plus élevée car la plus pénalisante.

Les hypothèses de calcul sont en outre majorantes car elles se basent sur les volumes maximum pour ces déchets, mais compte tenu des moyens de prévention incendie, il n'y aura en pratique jamais au même moment 2 000 balles de CSR et 10 000 m³ de bois en effet :

- soit il y a au maximum 10 000 m³ de bois et aucune balle de CSR,
- soit il y a au maximum 2 000 balles de CSR (équivalent à 3 400 m³) et 5 124 m³ de bois.

Les coûts de transport et de traitement sont ceux observés lors des dernières campagnes en 2020.

Concernant le bois, s'agissant d'interventions entre VALSUD Bois Région, filiale en charge du négoce et du courtage de bois, et VALSUD Septèmes, il n'y a pas de facturation dédiée, mais uniquement des cessions internes.

Enfin, concernant les balles de CSR, elles appartiennent au site de production, SEA-VALAZUR à Nice et leur prise en charge revient entièrement à cette entité. VALSUD met uniquement à disposition de SEA une emprise au niveau de la PAM prévue à cet effet. Malgré ces éléments de contexte, il a été retenu une prise en charge par VALSUD pour le calcul des garanties financières, là encore dans une optique de scénario majorant.

Mc : INTERDICTION OU LIMITATION D'ACCES AU SITE

Le périmètre ICPE englobe les activités de transit et de traitement de déchets non dangereux exercées sur la Plateforme d'Activités Multifilières (PAM).

Les garanties financières relatives à l'ISDND sont d'ores et déjà mises en place et la formule de calcul sur la base d'une approche forfaitaire globalisée comprend les coûts d'entretien de la clôture (cf. annexe II de la circulaire).

Par conséquent, seule la mise en place des panneaux d'interdiction d'accès, non prise en compte dans l'approche forfaitaire globalisée de l'ISDND, a été retenue dans le calcul.

Ms : CONTROLE DES EFFETS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Les coûts retenus sont issus de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

Concernant les piézomètres, considérant qu'ils sont déjà existants dans le cadre du suivi de l'ISDND et que la PAM est dans la même emprise ICPE, les éléments relatifs à ces équipements n'ont pas été repris dans cette partie. Il demeure le coût d'un diagnostic de pollution des sols à ce niveau.

Conformément au tableau issu de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et vu la surface de la PAM (5 970 m²), ont été retenus les éléments de calcul pour un site dont la superficie est inférieure ou égale à 10 ha.

Entité juridique :

		Entité juridique :		VALSUD	
		Nom du site et activité(s) :		SEPTEMES LES VALLONS ISOND + PTF COMPOSTAGE + PAM	
		Adresse :		Route du Vallon d'Oï - Lieu-dit La Montagne à SEPTEMES LES VALLONS (13 240)	
		Rubriques ICPE :		2734-1 (I) et 2791-1 (A)	
		Date de réalisation du calcul des garanties financières :		12/05/2021 DAE de prolongation de l'ISOND - Activités connexes - PAM	
M	Montant de la garantie financière				496,334 € TTC
M	= Sc.[Me + a.(Mi+Mc+Ms+Mg)]				
avec :					
Sc	Coefficient pondérateur (gestion du chantier)				1.1
a	Indice actualisation des coûts				1.09
a	Index/Index0 . (1+TVAR)/(1+TVAO)				
avec :					
Index	Indice TP01	Date	Janvier 2021		736.4
Index0	Indice TP01 Janvier 2011	Fut	Janvier 2011		667.7
TVAR	Taux TVA applicable	Date	Mai 2021		30.60%
TVAO	Taux TVA applicable en janvier 2011	Fut			19.60%
Me	Gestion des déchets présents sur site (Evacuation + Elimination des déchets produits par l'installation)				419,280 € TTC
Me	= Q1[Ctr.d1+C1]+Q2[Ctr.d2+C2]+Q3[Ctr.d3+C3]				
avec :					
Ctr	Coût de transport (€ TTC/km/tonne)				
d(i)	Distance à l'écouloir (km)				
Q(i)	Coût de traitement (€ TTC/tonne)				
	Rubrique ICPE	Volume (m3) demandé dans la DAE de 2020	Densité (source retour expérience)	Q(i)	Ctr
				d(i)	Q(i) Ctr.d(i)+Q(i)
	Q1 - Déchets dangereux	0 t	0,00 €/m³	0,00 km	0 €/t
	Q2 - Déchets non dangereux (aval et amont)				
	Balles de CSR	2.714	3,600 m³	0,60	2,040.00 t
	MS	2.791	10,000 m³	0,20	2,000.00 t
				0,00 €/m³	0,00 km
	Q3 - Déchets inertes	0 t	0,00 €/m³	0,00 km	0 €/t
Commentaire de l'exploitant :	<p>Les quantités de déchets correspondent aux quantités maximales à l'instant demandées dans la DAE de 2020 pour les activités correspondant aux rubriques 2734 et 2791.</p> <p>La densité retenue pour les balles de CSR provient de notre retour d'expérience sur notre installation de Valzaur de Nier. La densité retenue pour le bois provient du guide ADEME "Entreprises : comment bien gérer vos déchets".</p> <p>Les coûts de transport et traitement sont ceux observés lors des dernières campagnes en 2020 (cf. annexes).</p> <p>Pour mémoire, le CSR appartient à SEA et les frais de traitement de ces balles sont entièrement pris en charge par cette dernière et non par Valsud. Sa prise en charge dans cette feuille de calcul par Valsud est donc majorante.</p> <p>Pas de production de déchets inertes et de déchets dangereux au niveau de la PAM.</p>				
MI	Neutralisation des risques d'incendie cuves enterrées de carburant				0 € TTC
MI	= Nc.Cn + Pb.V				
avec :					
Nc	Nombre de cuves				0
Cn	Coût de préparation et nettoyage de la cuve (€ TTC)				2,200 €
Pb	Prix du m3 du remblai liquidé injecté (€ TTC/m3)				2,200 €/m3
V	Volume des Cuves (m3)				0 m3
Commentaire de l'exploitant :	<p>1 cuve enterrée dont 1 compartiment déjà injecté compris dans le périmètre ICPE de l'ISOND (dont la PAM). L'autre compartiment sert pour le lavage des caisses-palettes de biodéchets conditionnés.</p>				
Mc	Interdiction ou limitation d'accès au site				1,245 € TTC
Mc	= P.Cc + np.Pp				
avec :					
P	Périmètre de site (m)				3,750 m
Cc	Coût clôture (€ TTC/m)				0 €/m
np	Nombre de panneau				83
Pp	Prix d'un panneau (€ TTC)				1,245 €
Commentaire de l'exploitant :	<p>Le périmètre ICPE de l'ISOND englobe les activités de transit de déchets non dangereux et non inertes. L'activité de stockage étant déjà présente sur site; des garanties financières sont d'ores et déjà mis en place et comprennent les coûts d'interdiction et de limitation d'accès au site.</p>				
Ms	Surveillance des eaux et des sols				13,000 € TTC
Ms	= Np.(Cp.hvC) + Cd				
avec :					
Np	Nb de piezomètres à installer				3
Cp	Coût d'1 m de piezomètre (€ TTC/m)				0
h	Profondeur des piezomètres (m)				0
C	Coût de contrôle piezomètre (€ TTC/piezomètre)				300 €/m
Cd	Coût diagnostic (€ TTC)				2,000 €
Commentaire de l'exploitant :	<p>Les piezomètres sont déjà présents dans le cadre de l'activité de Stockage. Des garanties financières sont d'ores et déjà mises en place et comprennent les coûts de maintien des piezomètres ainsi que les coûts d'analyses durant la période d'exploitation restante et la post-exploitation d'une durée de 30 ans.</p> <p>Seul le diagnostic de sol peut être effectué sur l'emprise de la PAM.</p>				
Mg	Gardiennage du site 6 mois ou autre dispositif équivalent				15,000 € TTC
Gardiennage du site.					15,000 €
Mg	= Cg.Hg.Ng.6				
avec :					
Cg	Coût horaire moyen gardien (€ TTC/h)				
Hg	Nb d'heures nécessaires gardien / mois (h/mois)				
Ng	Nb de gardiens nécessaires				
Commentaire de l'exploitant :	<p>(, si choix d'une solution alternative (Bétabe surveillance, ronde de surveillance, ...)</p> <p>Conformément au point F. Gardiennage du chapitre V de la note du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières, nous appliquons le montant de 15 000 € TTC, montant jugé raisonnable pour le gardiennage au vu des pratiques usuellement observées.</p>				

ANNEXE 2

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABREVIATIONS

SOURCE : EODD INGENIEURS CONSEILS

AE	Autorisation Environnementale
AGEC	Loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire
AM	Arrêté Ministériel
AP	Arrêté Préfectoral

BERI	Bassin de stockage des Eaux de Ruissellement Internes
BGVAP	Unité d'évaporation des lixiviats par valorisation de chaleur issue de la combustion du biogaz
BLIX	Bassin de stockage des LIXiviats

CET	Centre d'Enfouissement Technique
CLIC	Comités Locaux d'Information et de Concertation
CLIS	Commissions Locales d'Information et de Surveillance
CODERST	Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
CSS	Commissions de Suivi de Site

DA	Dossier Administratif
DAE	Demande d'Autorisation Environnementale
DEEE	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques
DDRM	Dossier Départemental des Risques Majeurs

EDD	Etude Des Dangers
EIE	Etude d'Impact Environnementale
ERS	Evaluation des Risques Sanitaires

GNR	Gasoiil Non Routier
------------	---------------------

ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IED	Industrial Emissions Directive
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IOTA	Nomenclature Installations, Ouvrages, Travaux et Activités
ISDND	Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
ISO	Organisation Internationale de Normalisation

LTECV	Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte
--------------	---

NGF	Nivellement Général de la France
------------	----------------------------------

OAP	Orientation d'Aménagement et de Programmation
OLD	Obligations Légales de Débroussaillage
ORC	Cycle Organique de Rankline

PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PAM	Plateforme d'Activités Multi-filières
PDPFCI	Plan Départemental de Protection Contre l'Incendie
PGRI	Plan de Gestion des Risques d'Inondation
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PLUi	Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PNGD	Plan National de Gestion des Déchets
PPGDND	Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux
PPR	Plan de Prévention des Risques
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
PT	Projet Technique

RB	Rapport de Base
RNT	Résumé Non Technique
RVD	Recyclage et Valorisation des Déchets

SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SPA	Sous-Produits Animaux
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires
SUP	Servitudes d'Utilité Publique

TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
------------	----------------------------

VBTL	Valorisation du Biogaz et Traitement des Lixiviats
VTR	Valeurs Toxicologiques de Référence

ANNEXE 3

CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE VEOLIA ET VALSUD

SOURCE : VEOLIA RVD

DATE D'EMISSION : DIVERS

ANNEXE 4

MAITRISE FONCIERE

SOURCE : VALSUD

DATE D'EMISSION : 2020